



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

N° 136 – 3ème trimestre 2008

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Synthèse

Conjoncture internationale et nationale du 3^{ème} trimestre 2008

Détérioration de l'activité et modération de l'inflation

L'économie internationale ralentit progressivement depuis un an et marque le pas au troisième trimestre 2008. Ce phénomène, engendré par la correction de la bulle immobilière, la forte hausse jusqu'à l'été des prix des matières premières et les perturbations des marchés financiers liées à la crise des *subprimes*, s'est aggravé dans un contexte de chute des prix d'actifs et de hausse des pertes. La baisse de confiance entre les banques a entraîné une crise de liquidité et l'aggravation de la crise financière s'est répercutée sur l'économie réelle en raison notamment d'une baisse de la solvabilité. Le ralentissement économique intéresse, à des degrés divers, toutes les zones, aussi bien l'Europe que le Japon, les Etats-Unis et les économies émergentes. Dans le même temps, les tensions inflationnistes de l'été se sont atténuées, suite au repli des cours des matières premières et au ralentissement de l'activité mondiale. La détérioration marquée des perspectives de l'activité économique ne présage pas d'une reprise à court terme des moteurs de la croissance économique mondiale.

Malgré la bonne performance du second trimestre (0,7% en rythme trimestriel), la **croissance américaine** se replie de 0,1% au troisième trimestre (-0,3% en rythme annualisé). Ce ralentissement traduit le retournement de la consommation des ménages (qui enregistre sa première diminution depuis 1991¹), alors que celle-ci représente en moyenne 70% de la croissance. La poursuite du recul de l'investissement, en particulier dans l'immobilier et les équipements informatiques, pénalise également la croissance mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents. La dépense publique, stimulée par une hausse significative des dépenses militaires, et le commerce extérieur ont atténué ces contre-performances en contribuant positivement à la croissance. Le taux d'inflation (4,9% en septembre) a légèrement fléchi en raison d'un retournement des cours des matières premières mais reste à des niveaux historiquement élevés. Le taux directeur de la Réserve Fédérale, inchangé à 2% au cours du second trimestre, a été abaissé par 2 fois en octobre, revenant à 1%. Les rééquilibrages de portefeuille provenant des achats forcés de dollars américains de la part d'investisseurs en difficulté² ont contribué à l'appréciation de la devise américaine³ au cours du troisième trimestre.

Le **Japon** entre en récession avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son produit intérieur brut (-0,1% après -0,9%) en raison du recul important de l'investissement des entreprises, touchées par la chute de la demande des Etats-Unis et les difficultés rencontrées pour obtenir des financements⁴. Sur le trimestre, l'inflation est restée stable (2,1% en septembre, après un pic en juillet). Cette récession est la première au Japon depuis 2001, lors de l'éclatement de la "bulle Internet".

Concernant la **zone euro**, l'activité économique s'est également contractée sur les deux derniers trimestres (-0,2% sur chacun). L'Allemagne et l'Italie entrent en récession avec deux trimestres négatifs consécutifs (-0,5%, après -0,4%) et l'Espagne est en repli (-0,2% contre 0,1% au second trimestre). Toutefois, par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7%. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est en baisse par rapport au second trimestre, à 3,6% en septembre 2008 mais il était de 2,1% un an auparavant. Compte tenu des tensions inflationnistes persistantes à la fin du second trimestre, la BCE avait relevé son taux directeur à deux reprises au cours du troisième trimestre, portant le taux de refinancement à 4,25% mais elle l'a depuis baissé à deux reprises de 0,5 point, en octobre et novembre, le ramenant à 3,25%, soit son niveau d'octobre 2006.

Au **Royaume-Uni**, le PIB s'est contracté de 0,5% après une croissance nulle au second trimestre. Il s'agit de la première baisse depuis le début des années 1990. La Banque d'Angleterre a baissé à deux reprises (en octobre puis novembre) son taux directeur de 50 puis de 150 points de base, le ramenant à 3,0%.

En **France**, le produit intérieur brut augmente de 0,1% en volume après un deuxième trimestre négatif (-0,3%). On observe une légère reprise des dépenses de consommation des ménages et une moindre diminution de l'investissement du fait du rebond de la FBCF des entreprises ; l'investissement des ménages et des administrations continue d'être en retrait, mais beaucoup moins fortement. Après une contribution négative au trimestre précédent, le solde extérieur est neutre sur l'évolution du PIB, mais le déficit commercial continue de se creuser (-6,250 milliards d'€). L'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) s'est légèrement redressé au troisième trimestre (0,1%) malgré une baisse notable dans l'industrie et dans l'intérim. L'inflation connaît un ralentissement (3% en glissement annuel fin septembre) qui devrait se poursuivre avec la diminution des prix de l'énergie.

¹ -0,8% contre +0,3% au second trimestre, en rythme trimestriel.

² Les investisseurs, tels les hedge funds, qui se sont endettés pour acheter des actifs libellés en dollars américains sont entrés dans un processus de vente de ces actifs pour rembourser leurs dettes. Afin de compenser leurs pertes et honorer leur engagement, ils deviennent donc demandeurs de dollars.

³ Appréciation de 9% du dollar par rapport à l'euro entre le 1er juillet et le 30 septembre.

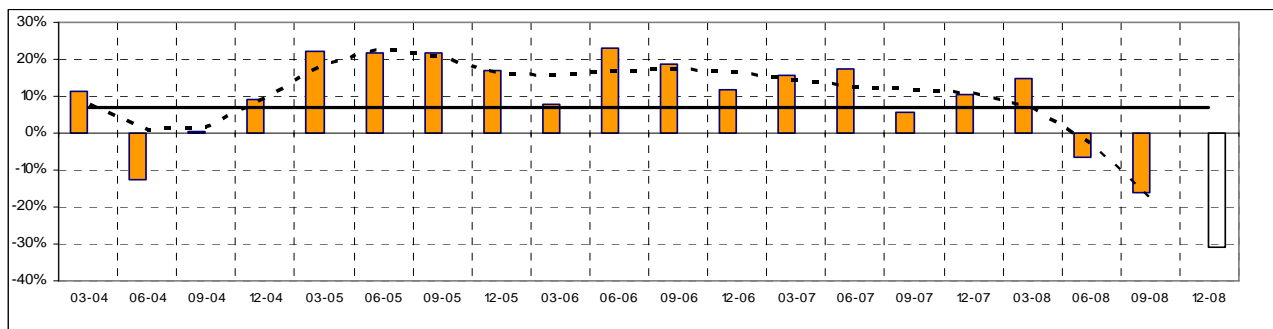
⁴ Bien que les conditions d'obtention de crédits se soient moins durcies que dans d'autres économies avancées.

Enfin, s'agissant des **économies émergentes**, le ralentissement de l'activité observé au second trimestre se confirme sur le troisième trimestre et les vives tensions inflationnistes se sont également atténuées. Le PIB de la Chine a ralenti au troisième trimestre (2,1%, contre 2,4% au trimestre précédent, soit 9,0%, en rythme annualisé après 10,1 % le trimestre précédent). Ce fléchissement est principalement imputable à la détérioration de la demande extérieure et à la fermeture d'usines pendant les Jeux Olympiques. Face au recul de l'inflation et à l'intensification des tensions financières au niveau mondial, la Banque populaire de Chine a abaissé ses taux directeurs à deux reprises en octobre, ramenant le taux de prêts interbancaires à un an à 6,6% et celui des dépôts à un an à 3,6%.

La conjoncture à la Réunion

Tendance d'ensemble

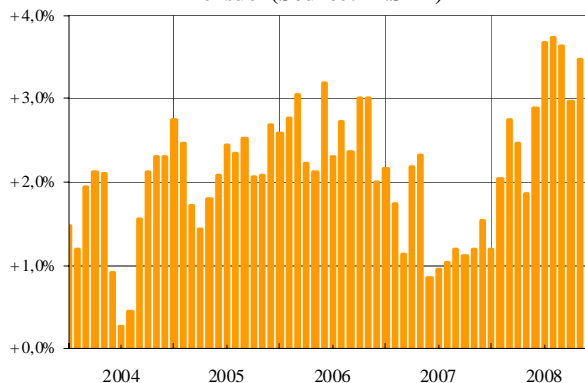
Au troisième trimestre 2008, le ralentissement de la croissance de **l'économie réunionnaise**, amorcé le trimestre précédent, s'est accentué, comme en témoigne pour le second trimestre consécutif le fléchissement en dessous de sa moyenne longue période du solde d'opinions relatif à l'activité passée des entreprises ayant participé à l'enquête de conjoncture.



La diminution des dépenses d'investissement des entreprises et le ralentissement de la croissance de celles des ménages en sont la principale cause. Evoluant à un rythme modéré, la consommation des ménages n'a que faiblement contribué au développement de l'île ce trimestre. A l'inverse, les dépenses publiques d'investissement, toujours robustes bien qu'en diminution, ont joué un rôle majeur de soutien à l'économie.

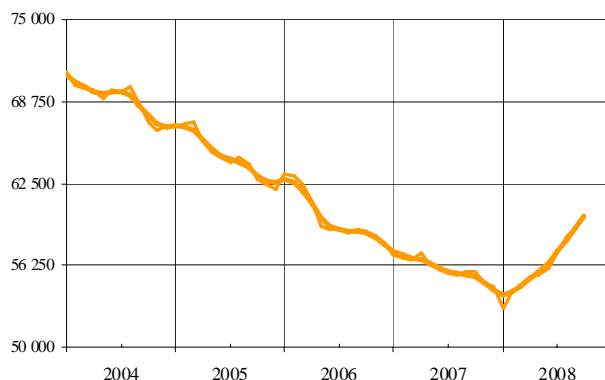
Contrairement aux quatre trimestres précédents, **l'inflation** est restée modérée et n'a pas entravé la croissance économique réunionnaise au troisième trimestre 2008. En effet, l'indice général des prix à la consommation des ménages mesuré par l'INSEE (IPC) a légèrement augmenté entre le 30 juin et le 30 septembre 2008 (+ 0,2 %) après quatre périodes consécutives d'une croissance proche de 1 % (0,9 %). Cette évolution est le reflet d'évolutions contrastées des différents postes de consommation. Les prix de l'alimentation se sont inscrits en hausse (+ 2,6 %), en raison principalement du renchérissement continu des denrées alimentaires hors produits frais (+ 2,9 %). Dans une moindre mesure, les produits frais ont également contribué à cette progression (+ 0,6 %). Bien que moins forte que lors du trimestre antérieur (+ 3,2 %), la majoration du coût de l'énergie s'est révélée une nouvelle fois soutenue ce trimestre (+ 1,8 %), en liaison avec la poursuite de la progression à un rythme rapide des prix des produits pétroliers (+ 2,0 %). A l'inverse, les produits manufacturés, plus particulièrement l'habillement et les chaussures (- 7,0 %), qui ont bénéficié des soldes d'hiver du 30 août au 27 septembre 2008, ont enregistré une baisse de leurs prix sur la période (- 1,6 %). Après avoir progressé le trimestre précédent (+ 0,7 %), les prix des services sont restés stables (- 0,1 %) en dépit d'une diminution des tarifs des transports et communications (- 1,0 %). Parallèlement, le coût des loyers et services rattachés s'est accru de manière mesurée entre fin juin et fin septembre 2008 (+ 0,2 %), confirmant ainsi le ralentissement de l'inflation touchant ce poste de consommation depuis le début de l'année 2008. Les autres services et les services de santé ont affiché un statu quo de leurs prix de vente par rapport au 30 juin 2008. Par ailleurs, le prix du tabac a stagné au troisième trimestre 2008 (+ 0,1 %).

Variations en glissement annuel de l'IPC mensuel (Source: INSEE)



Dans ce contexte conjoncturel dégradé, les chefs d'entreprise ont ajusté leurs effectifs à la baisse au troisième trimestre 2008, confirmant ainsi l'orientation défavorable du **marché de l'emploi** réunionnais observée depuis plusieurs mois. En effet, le solde d'opinion relatif aux effectifs de l'ensemble des professionnels participant à l'enquête de conjoncture s'est contracté à un niveau inférieur à sa moyenne longue période pour le second exercice consécutif. A l'image des deux périodes antérieures, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 recensés par l'ANPE (+ 7,2 % à 60 269 individus) et celui de chômeurs indemnisés (+ 4,4 % à 42 499 personnes) se sont inscrits en hausse ce trimestre. De même, le nombre de bénéficiaires des revenus minimum d'insertion et de solidarité a légèrement augmenté (+ 0,9 % à 73 766 allocataires) entre le 30 juin et le 30 septembre 2008, rompant ainsi la tendance baissière initiée au quatrième trimestre 2006. L'évolution de ces indicateurs corrobore la détérioration du marché de l'emploi.

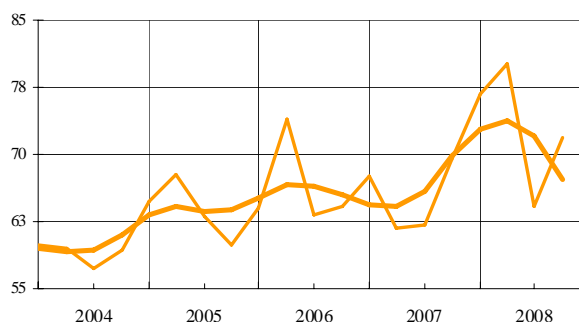
DEFM catégorie 1 CVS (Source: DDTEFP)



Faisant suite à deux exercices consécutifs de baisse sensible (respectivement - 30,2 % et - 21,5 % au premier et au second trimestre), les **exportations de biens en valeur** ont significativement augmenté au troisième trimestre 2008 (+ 30,0 %) pour atteindre 70,0 millions d'€. Stables lors de la période antérieure (+ 0,1 %), les **importations de biens en valeur** ont été orientées à la hausse ce trimestre (+ 4,6 % à 1 139,8 millions d'€). La progression des sorties de marchandises plus rapide que celle des entrées s'est traduite par une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations (+ 1,2 point), qui demeure toutefois faible (6,1 %). En revanche, le déficit structurel de la balance commerciale s'est une nouvelle fois creusé (+ 3,3 %), passant de 1 036 millions d'€ à 1 070 millions d'€.

Après avoir marqué le pas lors de l'exercice précédent, la **consommation des ménages** s'est montrée plus soutenue au troisième trimestre 2008 mais moins dynamique que les anticipations de l'enquête d'opinion de début juillet. Contrairement à la période antérieure (respectivement - 0,8 % et - 2,7 %), les recettes d'octroi de mer et de la taxe sur la valeur ajoutée en données corrigées des variations saisonnières (CVS) collectées par la Trésorerie Générale se sont inscrites en hausse respectivement de 6,0 % et de 6,5 % ce trimestre. Il en est de même pour les importations en valeur de biens d'équipement du foyer et de produits courants qui avaient enregistré une baisse significative au

Importations de biens d'équipement du foyer en valeur CVS (Source: Douanes)



second trimestre et ont progressé respectivement de + 12,2 % et +5,0 % en données CVS entre le 30 juin et le 30 septembre 2008 pour atteindre des niveaux supérieurs de 3,5 % et de 2,2 % à ceux observés un an auparavant. Cependant, des soldes d'hiver au bilan mitigé et des ventes de véhicules de tourisme en retrait de 4,1 % en glissement annuel nuancent cette appréciation favorable.

S'agissant de l'**investissement**, la tendance au ralentissement de la croissance caractérisant les dépenses des ménages s'est poursuivie au troisième trimestre 2008, sous l'effet conjugué de conditions d'acquisition de biens immobiliers devenues plus difficiles (prix de vente demeurant élevés, augmentation continue du coût du crédit) et des incertitudes portant sur le volet défiscalisation du logement de la future Loi pour le développement économique outre-mer. La progression des encours de crédits à l'habitat est ainsi limitée à +2,1% sur ce trimestre contre +2,6 % au cours du même trimestre un an auparavant. Une nette diminution est observée en ce qui concerne les investissements des entreprises, estimés notamment à travers les importations de biens d'équipement en valeur qui ont fléchi pour le troisième exercice consécutif (- 0,4 % après - 10,2 % et - 11,0 % au premier et au second trimestre 2008) et les ventes de véhicules utilitaires en chute de 24 % en glissement annuel. Ces indicateurs sont corroborés par le ralentissement de la croissance de l'encours des crédits d'équipements des banques locales (+0,9 % entre juin et septembre contre +5,6 % au cours de la même période un an auparavant. Bien que moins importantes que par le passé en raison de l'achèvement imminent de grands chantiers en cours ainsi que de l'annulation et du report de projets déjà programmés, les dépenses publiques d'investissement demeurent un pilier de la croissance de l'économie de l'île.

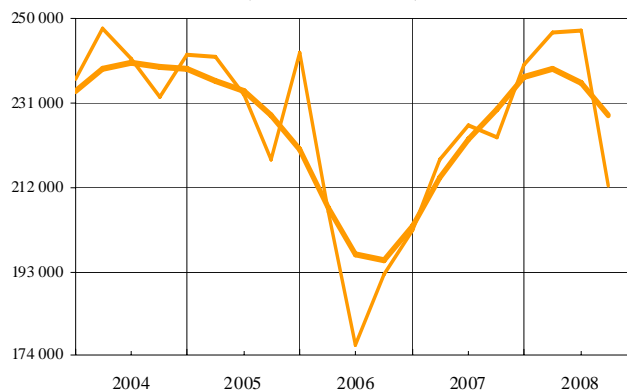
A l'exception des secteurs primaire et touristique, dont le climat d'affaires s'est amélioré modérément, l'ensemble des secteurs d'activité a accusé un repli de son courant d'affaires au troisième trimestre 2008.

Conformément aux anticipations des exploitants formulées début juillet 2008, le **secteur primaire** a enregistré une amélioration de son climat d'affaires au troisième trimestre 2008, rompant ainsi la tendance baissière amorcée au quatrième trimestre 2007. En effet, le solde d'opinion relatif à l'activité passée a progressé pour atteindre son niveau moyen de longue période après trois trimestres consécutifs en territoire négatif. Cette évolution s'explique essentiellement par la progression du courant d'affaires de la filière élevage. Les abattages de volailles (+ 1,2 %), de viande bovine (+ 19,0 %) et de viande porcine (+ 4,9 %) de même que les quantités collectées de lait (+ 8,4 %) ont augmenté en comparaison du trimestre précédent. A un degré moindre, la branche végétal, fruits et légumes, confrontée à des difficultés d'écoulement des stocks en raison d'une demande manquant de dynamisme, a également contribué au bilan positif d'ensemble du secteur. A l'inverse, la filière pêche a, à l'image de l'exercice antérieur, affiché des résultats en baisse ce trimestre en dépit de la mise en place du Plan Barnier visant à compenser l'envolée du prix des carburants. Parallèlement, les chefs d'entreprise estiment leurs stocks de matières premières supérieurs à la normale ce trimestre et envisagent une nouvelle fois de réduire leurs dépenses d'investissement au cours des douze prochains mois. Ces derniers indicateurs amènent à nuancer l'orientation favorable du secteur primaire.

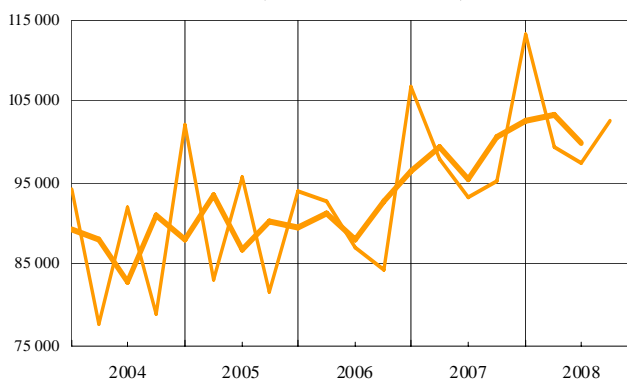
Après avoir ralenti le trimestre précédent, la croissance du courant d'affaires du **secteur touristique** s'est très légèrement renforcée au troisième trimestre 2008, mais à un niveau bien inférieur aux prévisions des professionnels formulées début juillet 2008. Dans un contexte national marqué par des tensions sur le pouvoir d'achat, le secteur touristique réunionnais peine à retrouver son niveau d'activité antérieur à la crise sanitaire du chikungunya et affiche des résultats décevants. La baisse du nombre total de passagers (- 1,3 % en comparaison du même trimestre de l'année précédente) et du nombre de voyageurs sur la liaison métropole-Réunion (- 14,1 % en données CVS par rapport au trimestre précédent, - 4,8 % en glissement annuel) illustre cette tendance. Si le tourisme affinitaire et le tourisme d'affaires se sont caractérisés par des performances encourageantes, le tourisme d'agrément a rencontré des difficultés ce trimestre. En effet, le taux d'occupation CVS des établissements du Club de la Grande Hôtellerie n'a que faiblement progressé au troisième trimestre 2008 (+ 0,9 point à 69,5 %), du fait notamment des structures d'hébergement classées 3 et 4 étoiles qui ont vu leur activité diminuer, alors que l'hôtellerie classée de 0 à 2 étoiles progressait. En revanche, l'hébergement en gîte a fait preuve de davantage de dynamisme, comme en témoigne l'augmentation des taux d'occupation (+ 12 points par rapport à la période antérieure) aussi bien des gîtes ruraux (34,3 % de taux d'occupation) que des gîtes de montagne (42,0 %). Désireux de renforcer leur offre et de jouer un rôle majeur dans le développement économique de l'île, les dirigeants envisagent de poursuivre l'accroissement de leurs dépenses d'investissement lors des douze prochains mois.

Amorcée au trimestre précédent, la détérioration du climat d'affaires du secteur de **l'industrie agro-alimentaire** s'est sensiblement accentuée lors du troisième trimestre 2008, comme en témoigne le fléchissement du solde d'opinions relatif à l'activité passée à un niveau nettement inférieur à sa moyenne longue période. Cette contre-performance est le reflet de la contraction du courant d'affaires de la majorité des branches enquêtées : céréales-riz, salaisonnerie, produits laitiers et boissons. Seules les filières nutrition animale et autres produits se sont révélées dynamiques. Signes supplémentaire d'une conjoncture difficile, les chefs d'entreprise déplorent une nouvelle fois une augmentation de leurs charges d'exploitation ainsi qu'une dégradation de leurs situations de trésorerie. Dans ce contexte peu porteur, les dirigeants affichent des prévisions d'investissement pessimistes pour les douze prochains mois.

Trafic aérien métropole-Réunion CVS
(Source: CCIR)



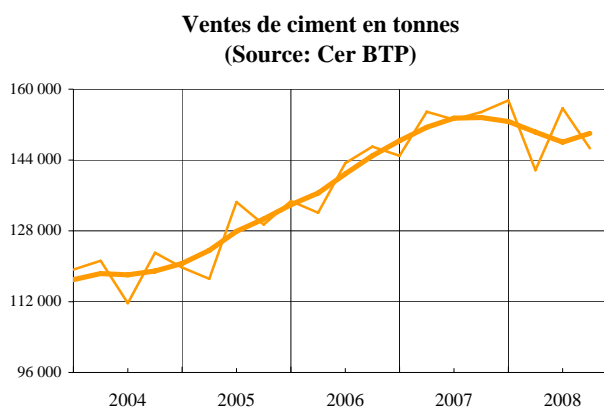
Importations de produits agro-alimentaires en tonnes (Source: Douanes)



Contrairement aux attentes des professionnels de début juillet 2008, le courant d'affaires de l'**industrie manufacturière** s'est sensiblement contracté au troisième trimestre 2008 pour la seconde période consécutive, comme en atteste le solde d'opinions relatif à l'activité passée qui se positionne nettement en dessous de sa moyenne longue période. Le climat d'affaires des branches plastiques et imprimerie papier s'est une nouvelle fois détérioré. Parallèlement, l'activité des filières chimie-parachimie, métallurgie et matériaux de construction s'est révélée moins dynamique que le trimestre précédent mais demeure favorablement orientée. Par ailleurs, les chefs d'entreprise font état d'une dégradation à la fois de leurs situations de trésorerie et du niveau de leurs charges d'exploitation et jugent leurs stocks aussi bien de matières premières que de produits finis, en hausse et supérieurs à la normale. Ces derniers éléments corroborent la contre-performance du secteur. Dans cet environnement morose, les dirigeants ont continué d'ajuster à la baisse leurs effectifs ce trimestre et devraient réduire leurs investissements au cours des douze prochains mois. Nuançant ce tableau négatif, la croissance de la consommation d'hydrocarbures, amorcée le trimestre précédent (+ 2,9 %), s'est renforcée au troisième trimestre 2008 (+ 4,8 %).

A l'image de l'exercice antérieur, le secteur des **services marchands** s'est caractérisé par un fléchissement de son courant d'affaires au troisième trimestre 2008 contrairement aux anticipations des professionnels formulées début juillet 2008. Ainsi, le solde d'opinion relatif à l'activité passée se situe en dessous de sa moyenne longue période pour la seconde période consécutive. Ces mauvais résultats sont la conséquence essentiellement du repli du climat d'affaires des branches services aux entreprises et transports, qui ont souffert des premiers signes de ralentissement de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics. En revanche, les services liés au secteur touristique, moins performants qu'attendus, demeurent toutefois bien orientés. La baisse continue des carnets de commande de même que la dégradation du niveau des charges d'exploitation et des situations de trésorerie confirment la poursuite de la perte de vitesse du secteur ce trimestre. Dans cette conjoncture difficile, les chefs d'entreprise ont diminué leurs effectifs sur la période et affichent des intentions d'investir relativement faibles pour les douze prochains mois.

Au troisième trimestre 2008, la croissance du courant d'affaires du secteur du **bâtiment et des travaux publics** s'est essouffée conformément aux prévisions des chefs d'entreprise réalisées début juillet 2008, rompant ainsi la tendance positive observée depuis début 2005. En effet, le solde d'opinion relatif à l'activité passée a reculé en territoire négatif pour la seconde fois seulement depuis le quatrième trimestre 2004. Cette évolution est principalement imputable à la détérioration du climat d'affaires de la branche gros œuvre qui a souffert de la décélération du marché de la construction de logements privés. En revanche, les filières second œuvre et concassage ont bénéficié d'un niveau d'activité toujours vigoureux. De manière générale, les incertitudes concernant la future Loi de développement économique pour l'outre-mer, l'annulation et le report de chantiers publics d'envergure - déjà programmés - suite aux dernières élections municipales ainsi que l'achèvement proche de certains grands chantiers publics en cours ont pesé sur le dynamisme d'ensemble du secteur. La diminution des ventes de ciment (- 5,8 % par rapport au trimestre précédent en données CVS, - 5,3 % en glissement annuel) est un signe révélateur de l'amorce du retournement conjoncturel touchant le secteur du bâtiment et des travaux publics ce trimestre. Ce contexte tendu incitera vraisemblablement les professionnels à se montrer de plus en plus prudents en matière d'investissement au cours des douze prochains mois, comme le révèle l'enquête de conjoncture.



Au final, la croissance économique réunionnaise a poursuivi au troisième trimestre 2008 le ralentissement entamé le trimestre précédent, sous l'effet principalement du recul des dépenses d'investissement des entreprises et du ralentissement de celui des ménages. Si la consommation de ces derniers a progressé, dans un contexte d'inflation modérée au cours du trimestre, elle n'a pas atteint le niveau observé un an auparavant. Seul l'investissement public, toujours dopé par les grands chantiers en cours, est demeuré soutenu ce trimestre. L'ensemble des secteurs d'activité a été touché par cet essoufflement de la dynamique de croissance : bâtiment et travaux publics, industries agro-alimentaire et manufacturière, services marchands. Si le secteur primaire et le secteur touristique se sont révélés plus performants que le trimestre précédent, ils affichent toutefois un bilan en demi-teinte. Enfin, les chefs d'entreprise s'attendent à un quatrième trimestre 2008 une nouvelle fois difficile, marqué par une amplification du ralentissement de la croissance économique de l'île. Cette conjoncture dégradée pourrait perdurer en 2009, notamment en raison du trou d'air prévu de la commande publique et des répercussions de la crise financière mondiale sur le tissu économique local.

***ANNEXES
STATISTIQUES***

Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) .

- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

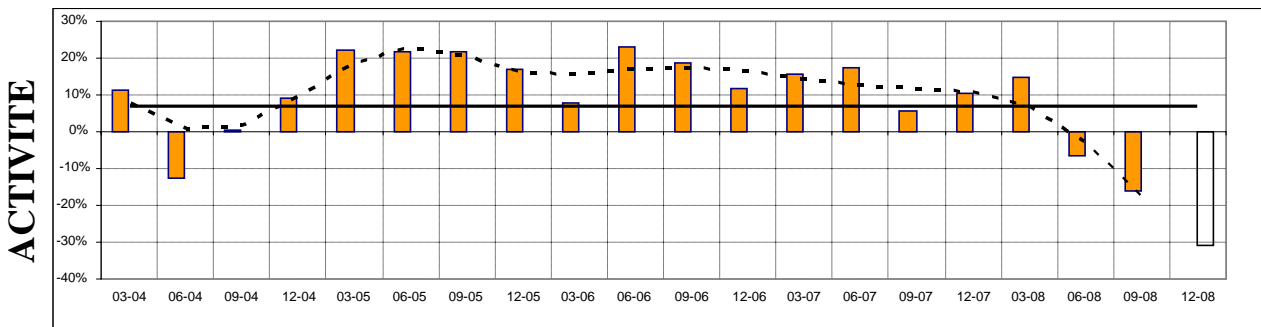
La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avvertissement : interprétation des soldes d'opinions

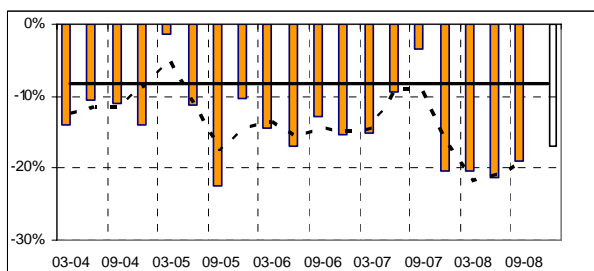
Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

	<i>Page</i>
<i>Les secteurs d'activité.....</i>	10
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<i>Les entreprises.....</i>	27
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<i>Les ménages.....</i>	31
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels</i>	36

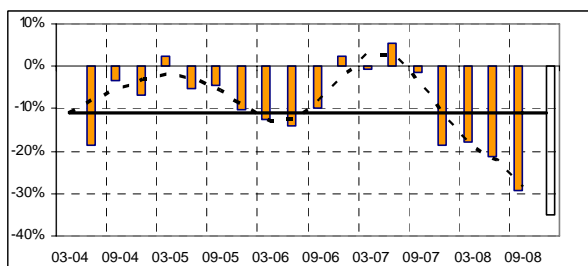
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 143 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 16 661 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



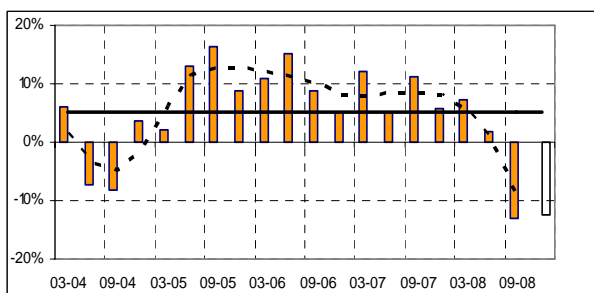
CHARGES



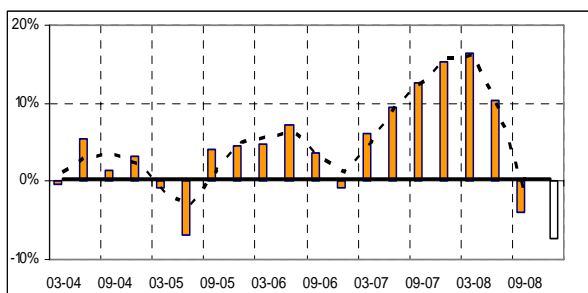
TRESORERIE



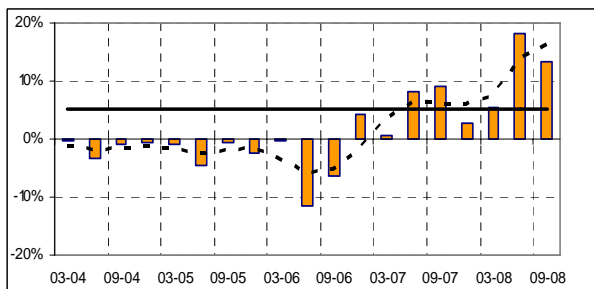
EFFECTIFS



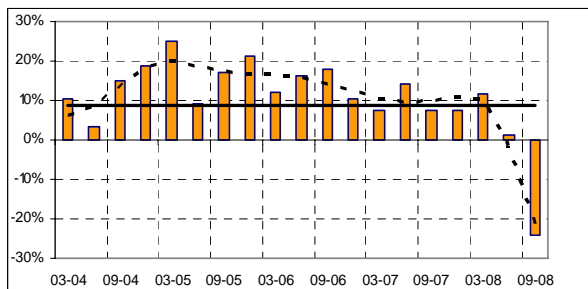
PRIX DE VENTE



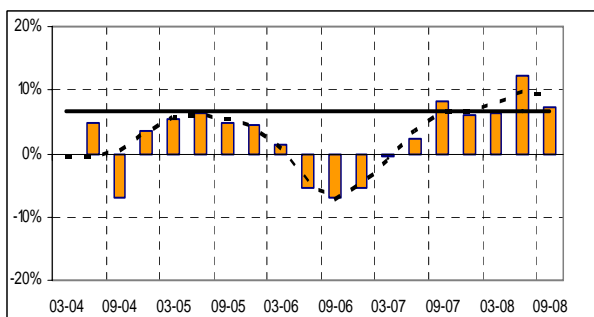
STOCKS MATIERES PREMIERES



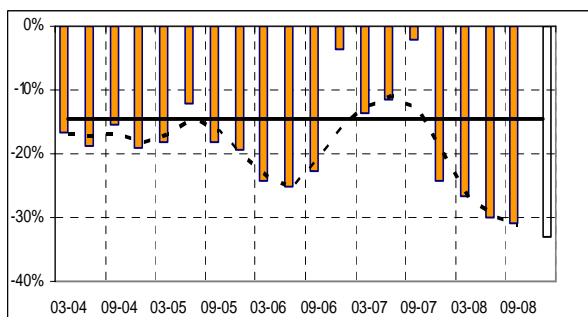
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS



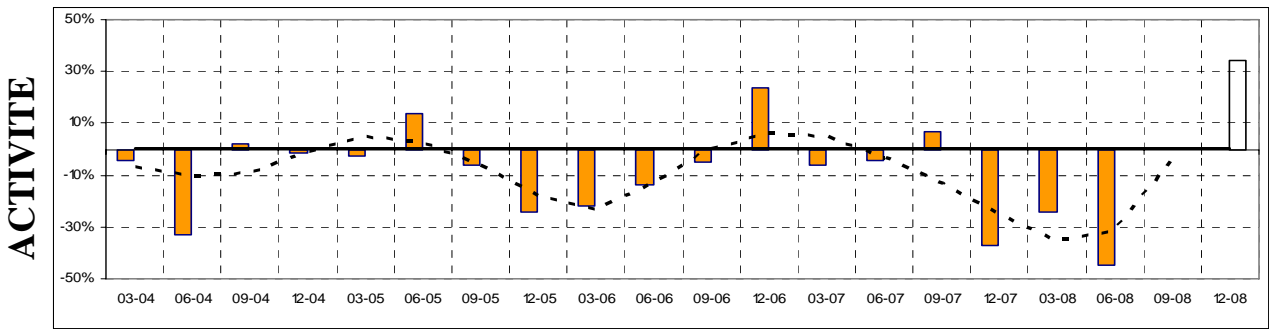
DELAIS DE PAIEMENT



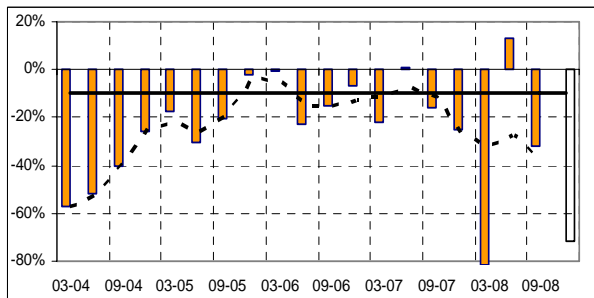
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - Tendence de l'indicateur
 — Moyenne longue période de l'indicateur

Agriculture, élevage et pêche

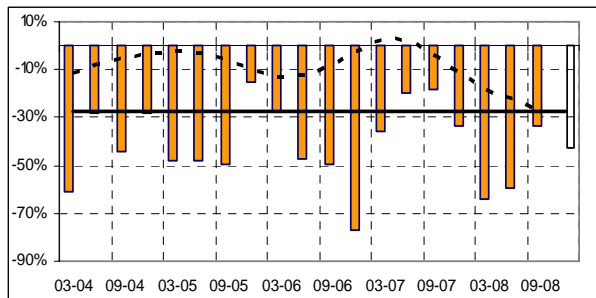
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 4 entreprises et de 3 coopératives relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 1 049 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



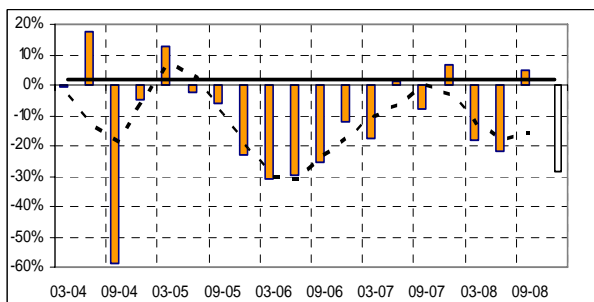
CHARGES



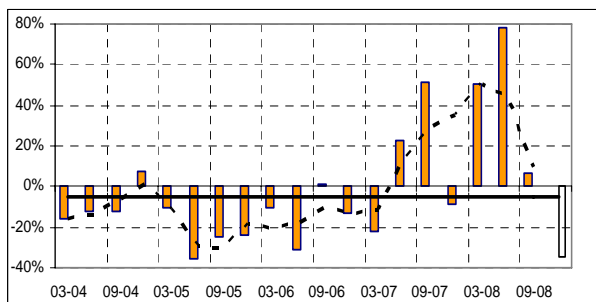
TRESORERIE



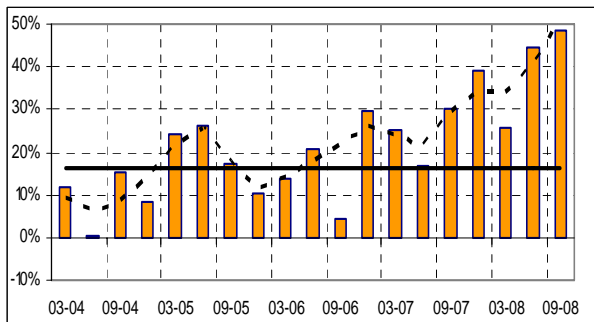
EFFECTIFS



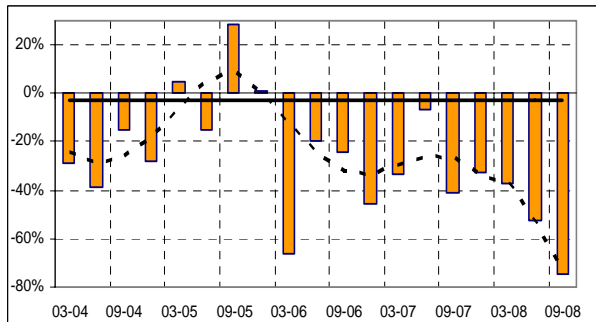
PRIX DE VENTE



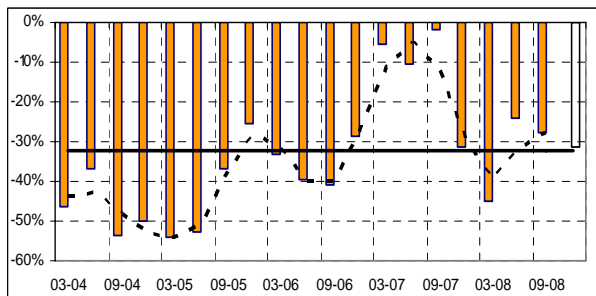
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



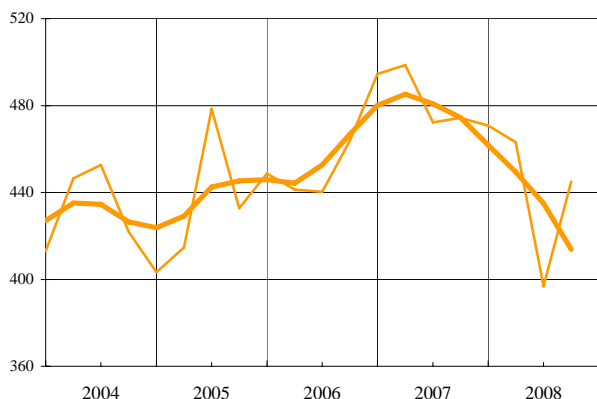
DELAIS DE PAIEMENT



Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

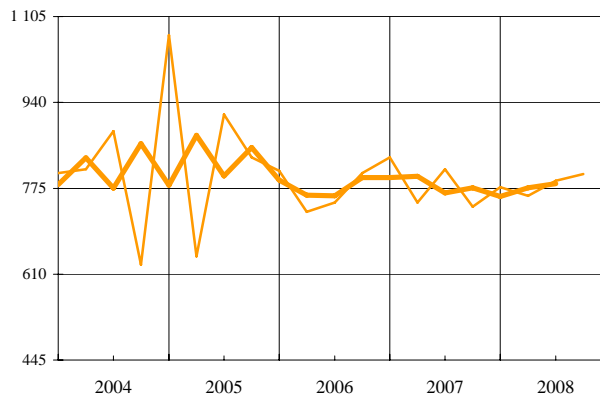
La filière bovine

Abattages de viande bovine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

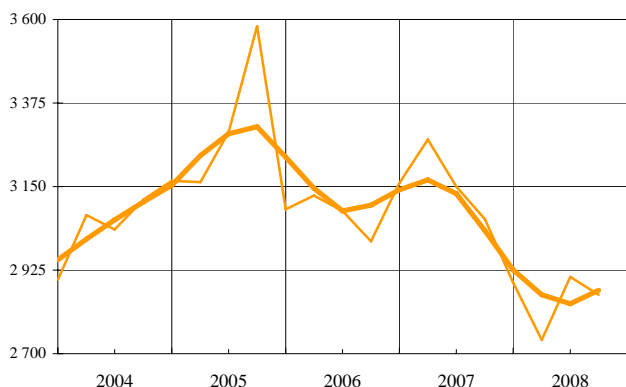
Importations de viande bovine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

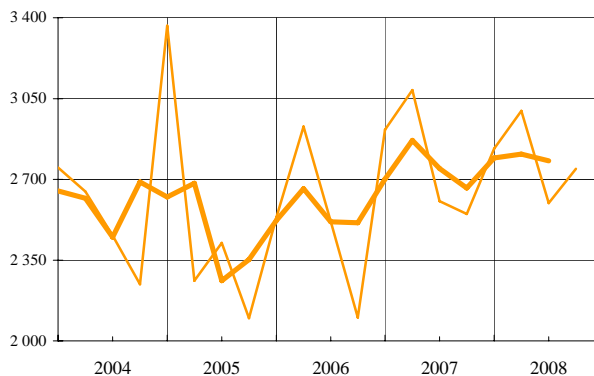
La filière porcine

Abattages de viande porcine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

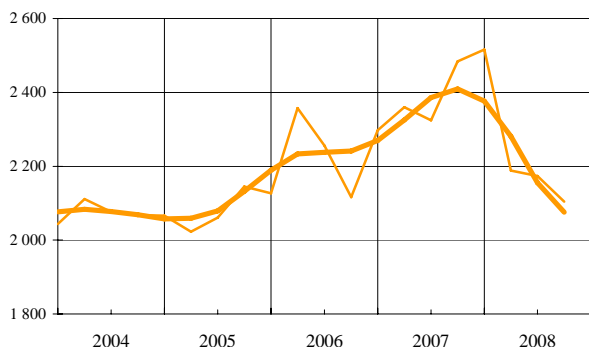
Importations de viande porcine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

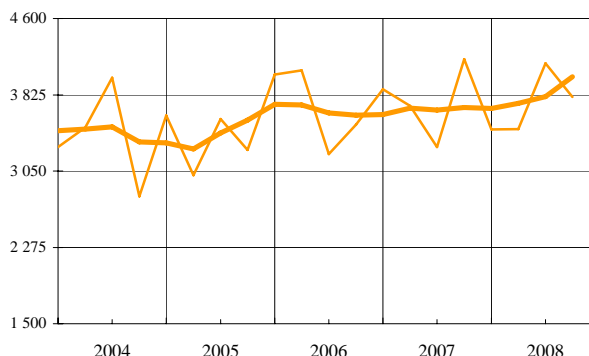
La filière avicole

Abattages de volailles
(en tonne)



Source : ARIV (données trimestrielles - CVS)

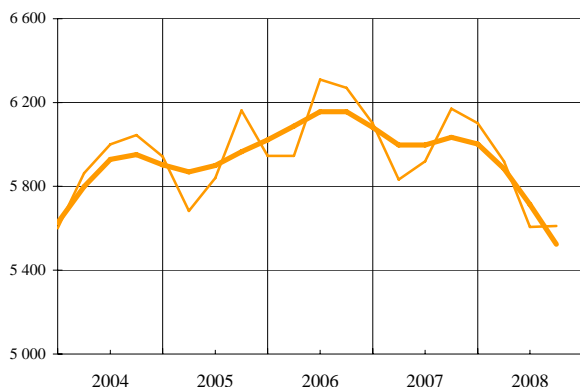
Importations de volailles
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

La filière laitière

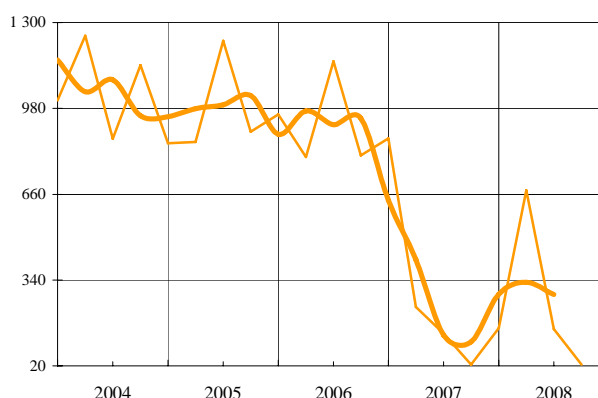
Lait collecté par la Sicalait
(en milliers de litres)



Source : Sicalait (données trimestrielles – CVS)

La filière pêche

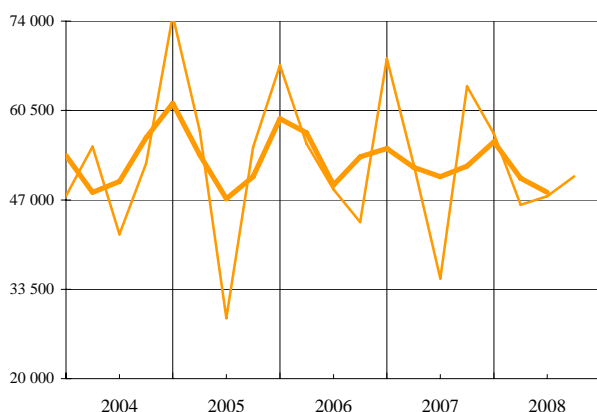
Exportations maritimes⁵
(en tonnes)



Sources : Douanes – Affaires maritimes (données trimestrielles)

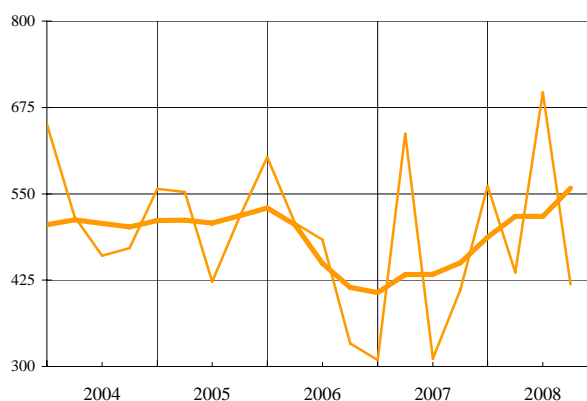
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations
(en tonnes)



Sources : Douanes (données trimestrielles)

Exportations
(en tonnes)



Sources : Douanes (données trimestrielles - CVS)

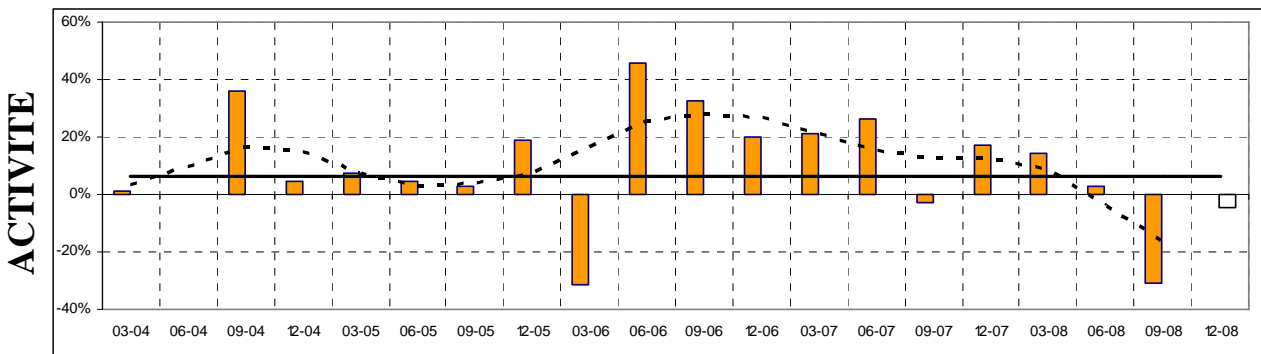
Dernières données chiffrées

	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
ABATTAGE										
bovins (tonnes) Source : SICABAT	487	462	492	474	453	388	462	1 303	-6,2%	-9,6%
porcins (tonnes) Source : SICABAT	3 021	3 102	3 215	3 017	2 523	2 863	3 002	8 388	-6,6%	-10,2%
volailles (tonnes) source : ARIV	2 248	2 282	2 551	2 614	2 084	2 134	2 161	6 378	-15,3%	-9,9%
IMPORTATIONS										
bovins (tonnes) Source : Douanes	748	812	740	777	761	789	802	2 352	8,4%	2,3%
porcins (tonnes) Source : Douanes	3 087	2 606	2 550	2 832	2 996	2 598	2 746	8 340	7,7%	1,2%
volailles (tonnes) source : Douanes	3 935	2 987	3 902	3 826	3 682	3 761	3 544	10 987	-9,2%	1,5%
COLLECTE DE LAIT (Sicalait -milliers de litres)	5 746	5 502	6 210	6 585	5 831	5 210	5 646	16 687	-9,1%	-4,4%
EXPORTATIONS PÊCHE (Douanes-tonnes)	239	141	25	161	675	157	25	857	1,4%	111,8%
PDTs AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE										
Importations (tonnes)	52 304	35 130	64 117	56 987	46 247	47 541	50 566	144 355	-21,1%	-4,7%
Exportations (tonnes)	647	201	215	1 020	443	448	219	1 111	1,9%	4,5%

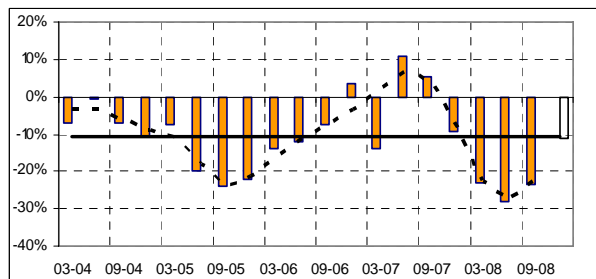
⁵ Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

Industrie agro-alimentaire

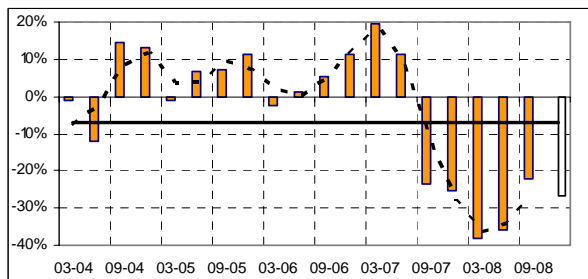
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 787 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



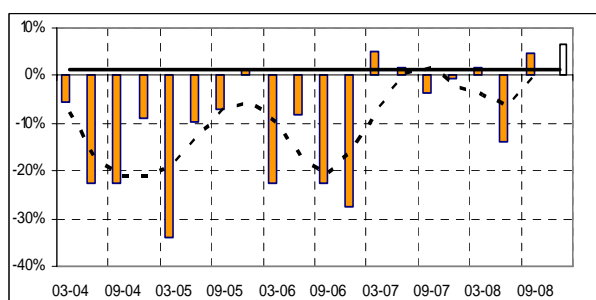
CHARGES



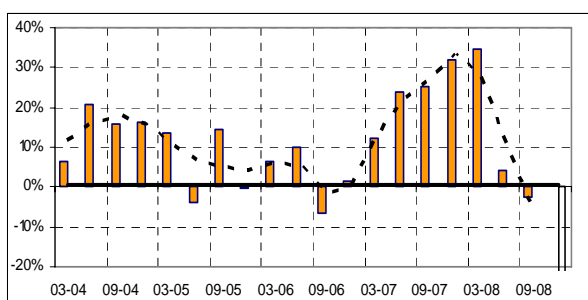
TRESORERIE



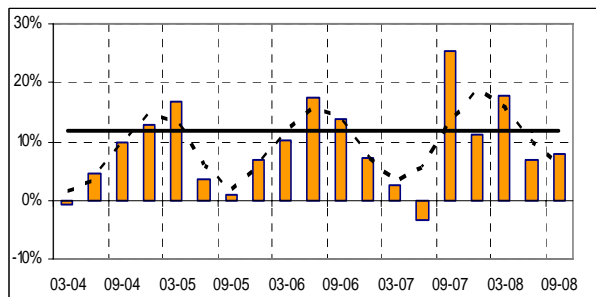
EFFECTIFS



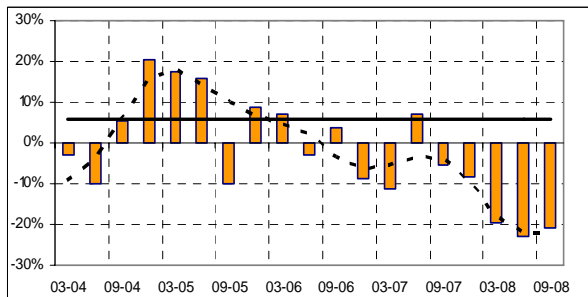
PRIX DE VENTE



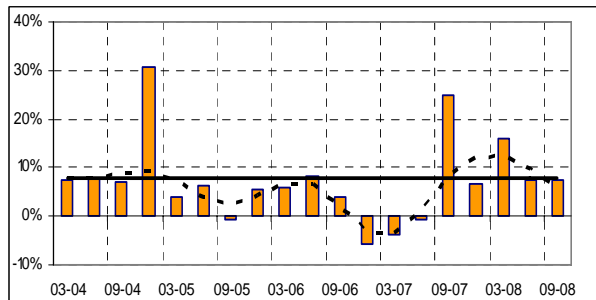
STOCKS MATIERES PREMIERES



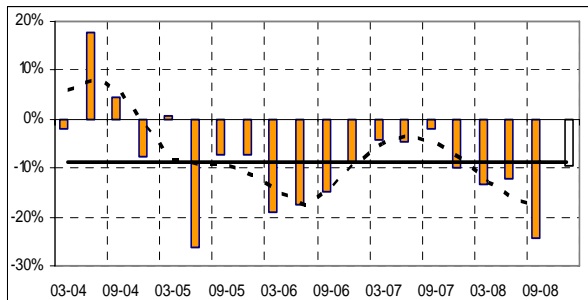
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS



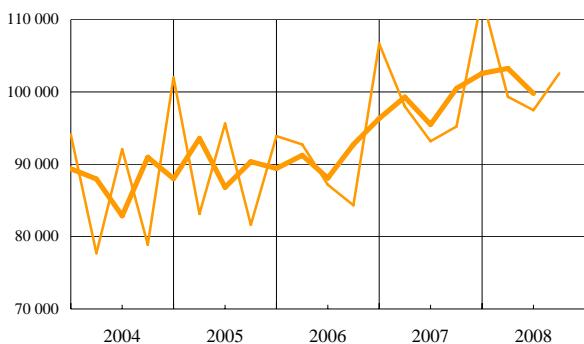
DELAIS DE PAIEMENT



Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - Tendence de l'indicateur
 — Moyenne longue période de l'indicateur

Importations de produits agro-alimentaires

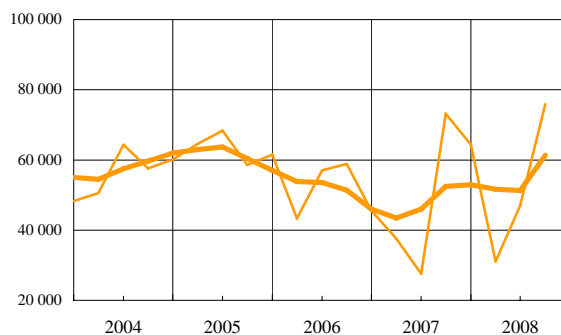
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Exportations de produits agro-alimentaires

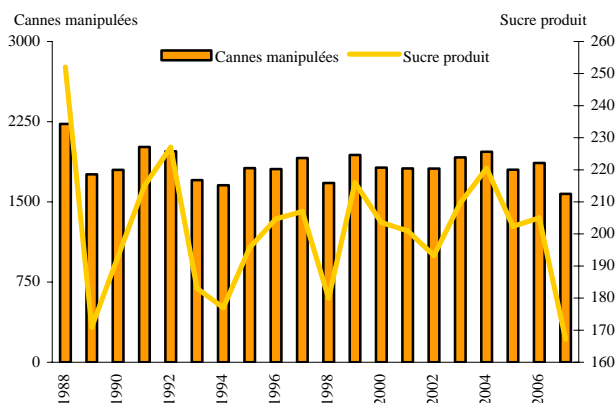
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Campagnes sucrières

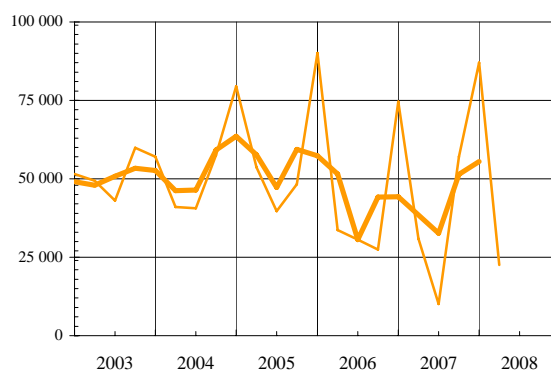
(en milliers de tonnes)



Source : CTICS – CERF

Exportations maritimes de sucre et mélasse

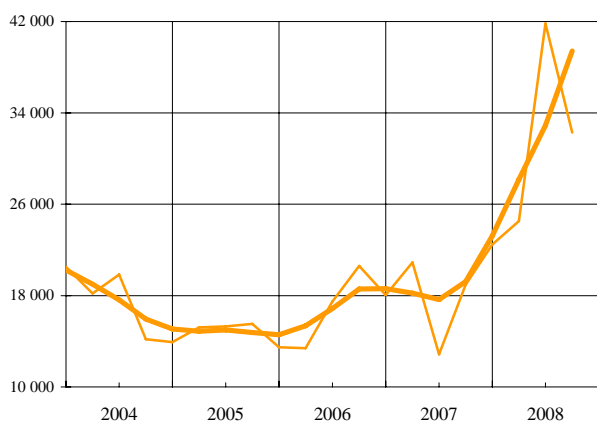
(en tonne)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Exportations de rhum

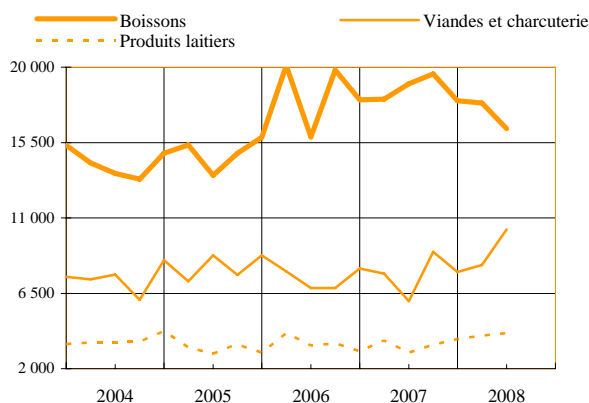
(en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie

(en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Importations (tonnes) Source : Douanes	98 015	93 170	95 219	113 076	99 350	97 459	102 587	299 396	7,7%	4,5%
Exportations (tonnes) Source : Douanes	34 565	17 833	68 256	96 552	28 582	30 373	70 843	129 798	3,8%	7,6%

IMPORTATIONS MARITIMES	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	Cumul 08	2T08/2T07	Σ08/Σ07
boissons (tonnes) Source : DDE	17 715	19 347	17 684	19 798	17 491	16 618	34 109	-14,1%	-8,0%
produits laitiers (tonnes) Source : DDE	3 349	3 028	3 585	3 857	3 610	4 233	7 843	39,8%	23,0%
viandes et charcuterie (tonnes) source : DDE	7 903	5 727	8 288	8 528	8 436	9 793	18 229	71,0%	33,7%
EXPORTATIONS MARITIMES									
sucres et mélasse (tonnes) Source : DDE	30 914	10 052	57 018	87 079	22 508	34 494	57 002	243,2%	39,1%
poissons (tonnes) Source : DDE	1 681	1 658	1 387	1 130	2 665	1 747	4 412	5,4%	32,1%

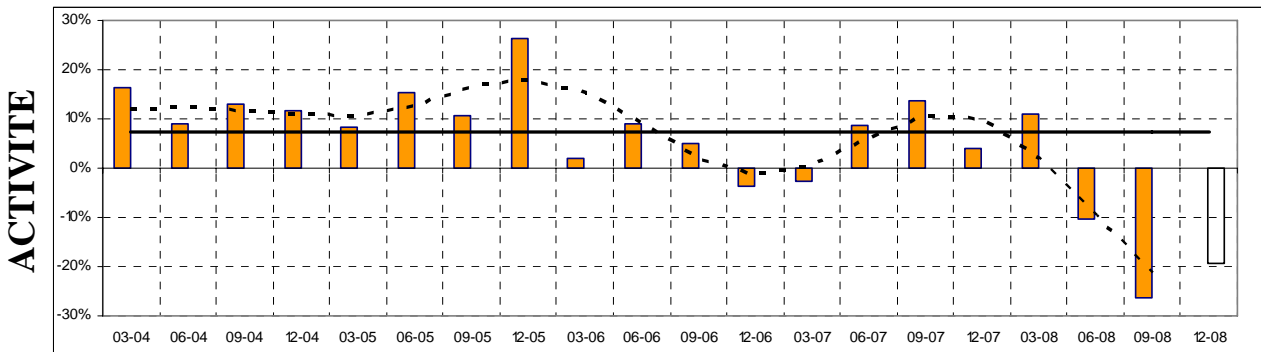
EXPORTATIONS DE RHUM	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
(hectolitres d'alcool pur) Source : Douanes	18 058	9 677	22 696	26 616	21 193	31 506	38 697	91 396	70,5%	81,2%
PRODUCTION DE RHUM										
(hectolitres d'alcool pur) Source : Douanes	13	20 586	38 212	51 298	2 091	33 303	37 913	73 307	-0,8%	24,6%

CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées (milliers de tonnes) Source : SFS	1 969	1 801	1 864	1 576	-15,45%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	-15,54%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	-15,56%
Production de sucre brut (milliers de tonnes) Source : SFS	220	202	205	158	-22,93%
Richesse moyenne de la canne Source : SFS	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	-0,29 pt

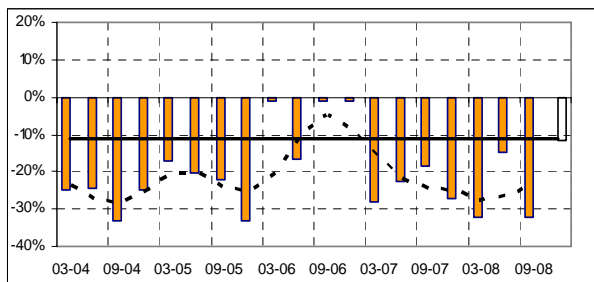
Autres Industries

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 1 125 salariés.

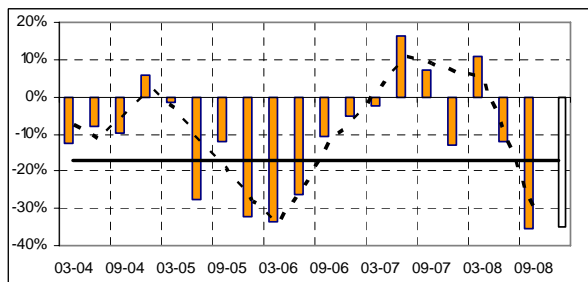
Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



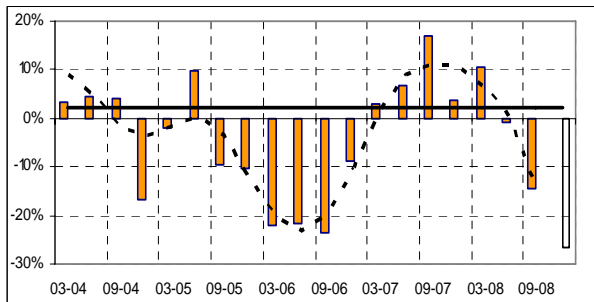
CHARGES



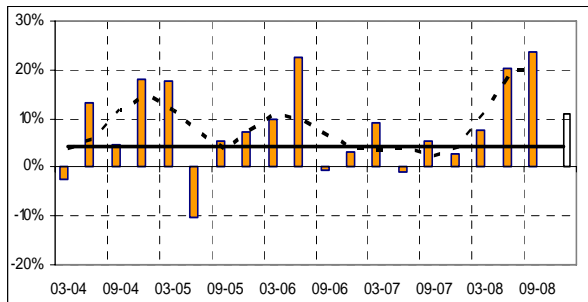
TRESORERIE



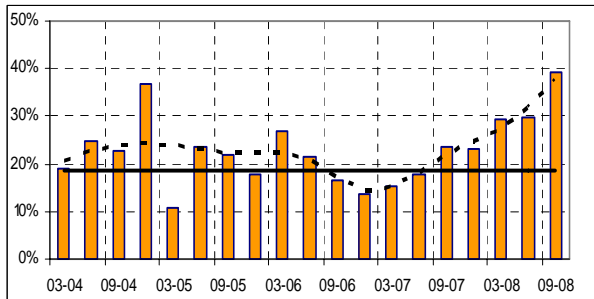
EFFECTIFS



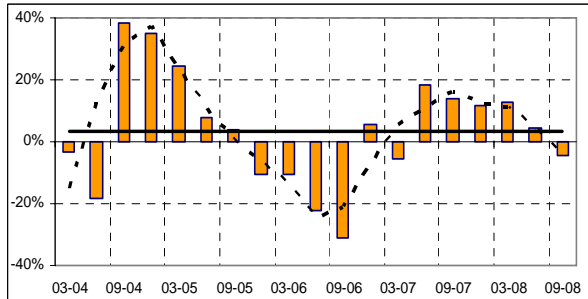
PRIX DE VENTE



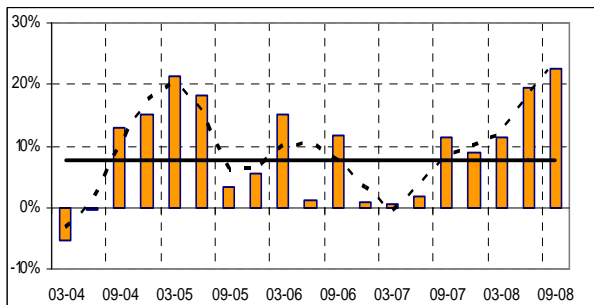
STOCKS MATIERES PREMIERES



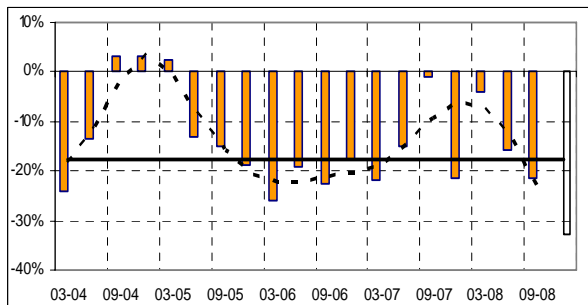
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS

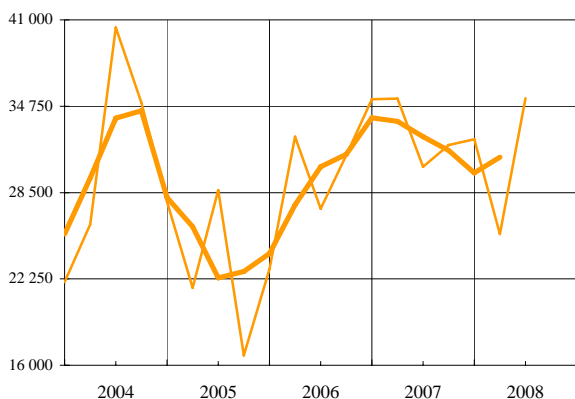


DELAIS DE PAIEMENT



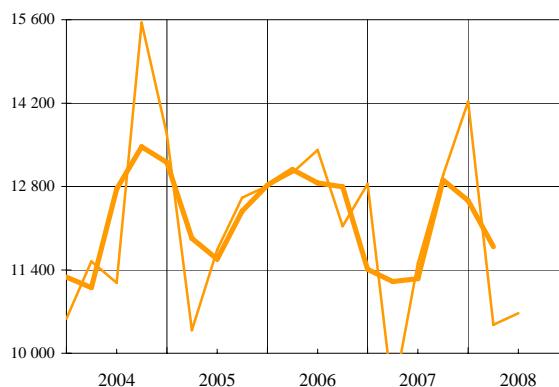
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - Tendence de l'indicateur
 — Moyenne longue période de l'indicateur

Importations maritimes de produits métalliques
(en tonnes)



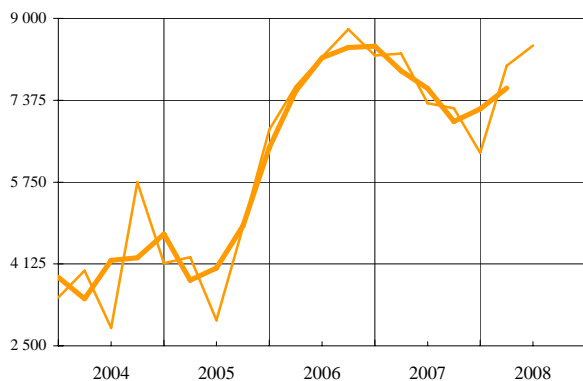
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielle)

Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)



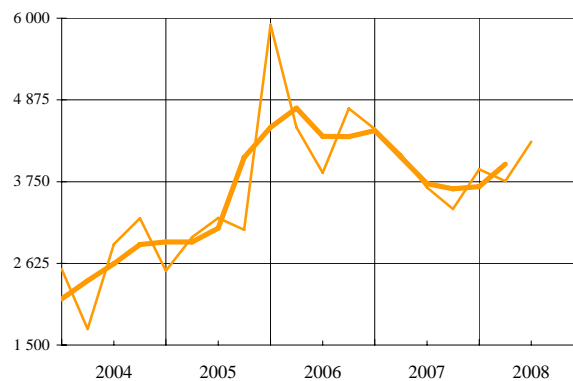
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)



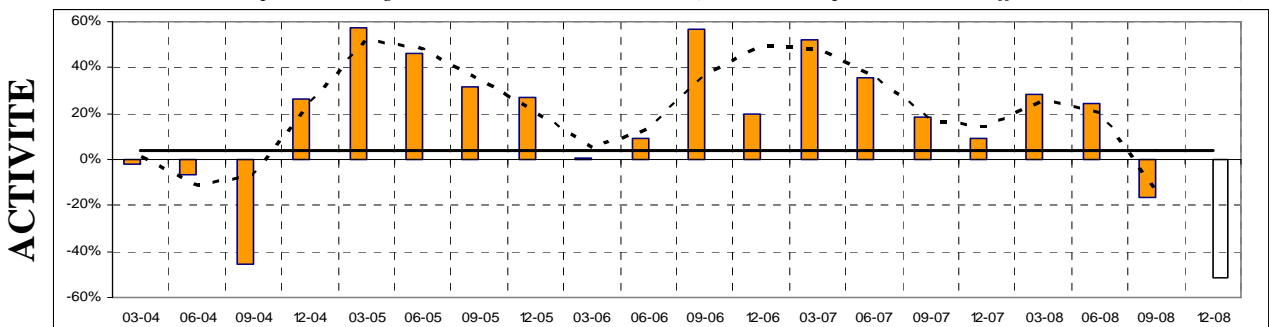
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

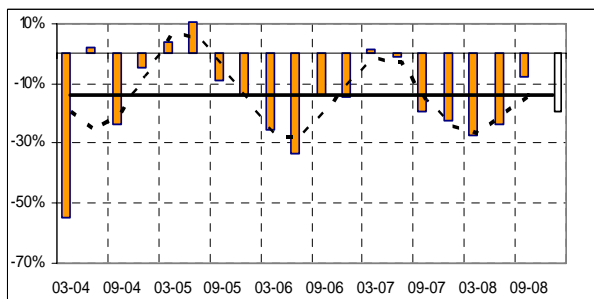
IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	Cumul 08	2T08/2T07	Σ08/Σ07
produits métalliques	35 306	30 368	31 933	32 348	25 498	35 325	60 823	16,3%	-7,4%
bois destiné à la transformation	9 252	11 509	12 995	14 222	10 478	10 671	21 149	-7,3%	1,9%
produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	8 301	7 318	7 212	6 330	8 058	8 457	16 515	15,6%	5,7%
matières plastiques et pdts chimiques de base	4 123	3 667	3 371	3 918	3 756	4 299	8 055	17,2%	3,4%

Bâtiment et travaux publics

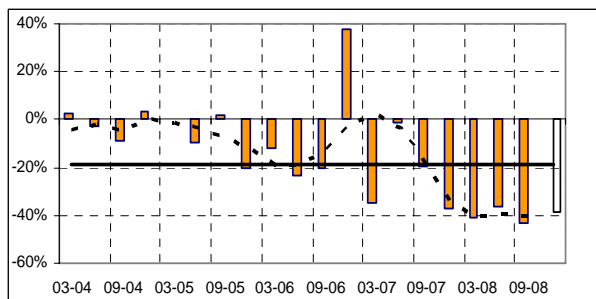
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 3 149 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



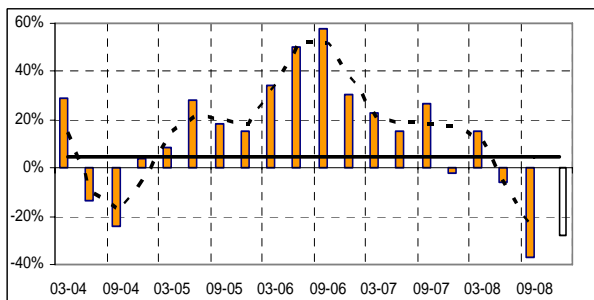
CHARGES



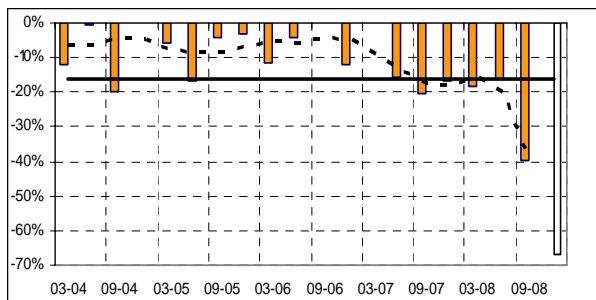
TRESORERIE



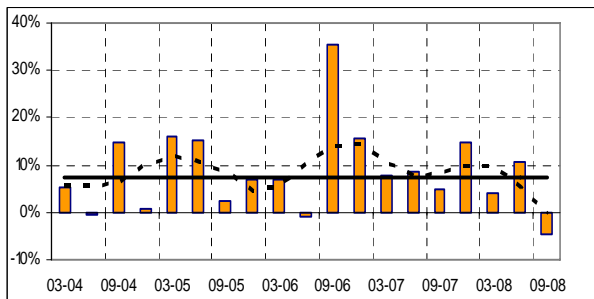
EFFECTIFS



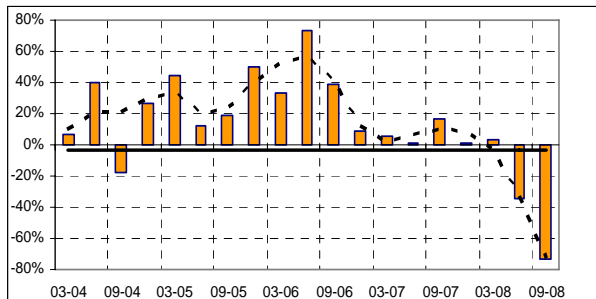
PRIX DE VENTE



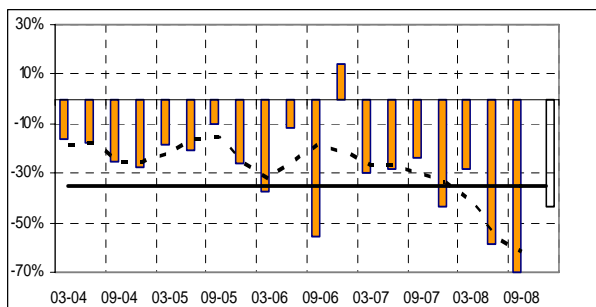
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

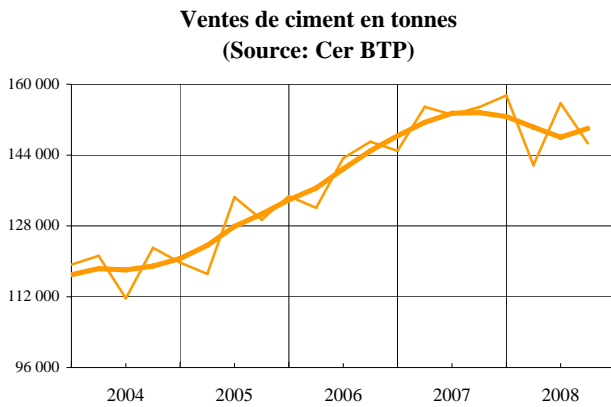


DELAIS DE PAIEMENT



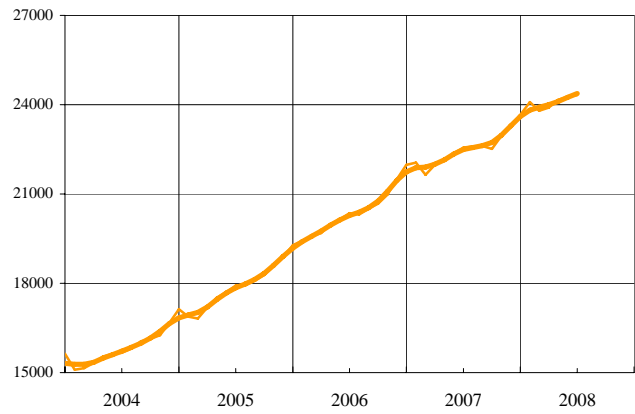
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - Tendence de l'indicateur
 — Moyenne longue période de l'indicateur

Ventes de ciment
(en tonnes)



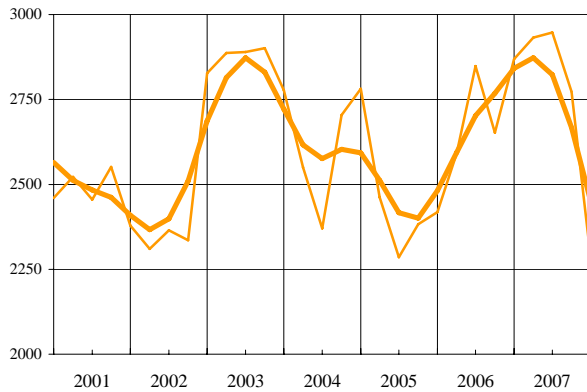
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Effectifs du BTP



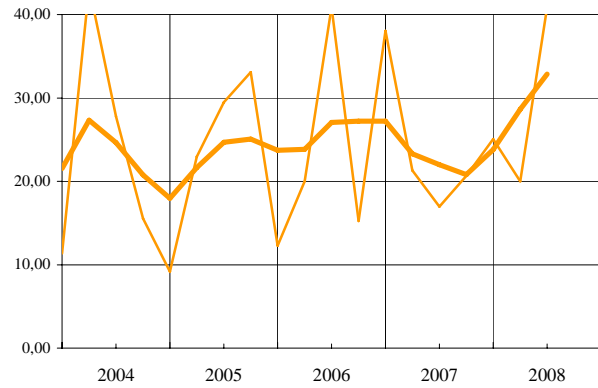
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

Logements sociaux en cours de chantier
(en nombre – estimations à partir de janvier 2007)



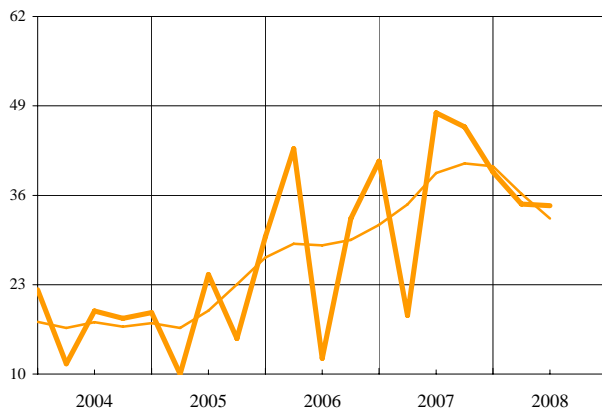
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux de génie civil
(en millions d'euros)



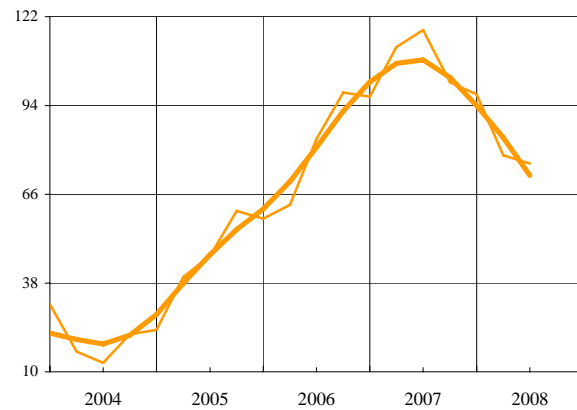
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Constructions publiques
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux routiers
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

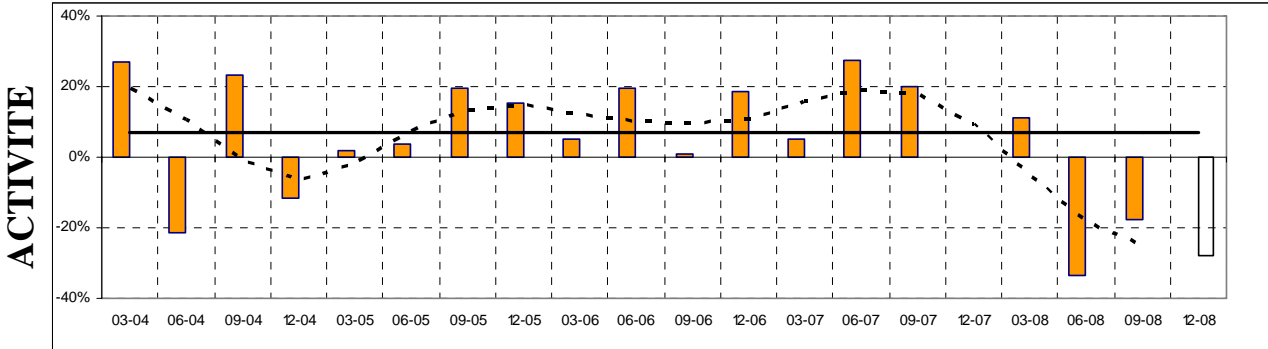
Source : Cer-BTP	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	Cumul 08	2T08/2T07	Σ08/Σ07
Travaux génie civil (millions d'€)	15	16	22	32	14	39	53	140,8%	70,5%
Constructions publiques (millions d'€)	10	48	50	53	19	34	54	-28,1%	-7,4%
Travaux routiers (millions d'€)	62	104	107	147	43	67	110	-35,8%	-33,7%

Source : Cer-BTP	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Vente de ciment (tonnes)	132 059	154 885	173 410	159 961	120 826	157 495	164 243	442564	-5,3%	-3,9%

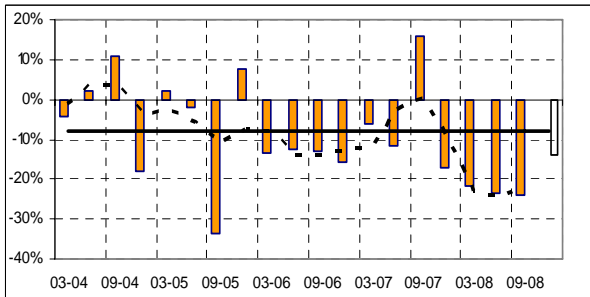
Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	juin08/ mar08	juin08/ juin07
Effectifs du BTP	22 722	23 437	22 969	23 564	24 504	4,0%	7,8%

Commerce

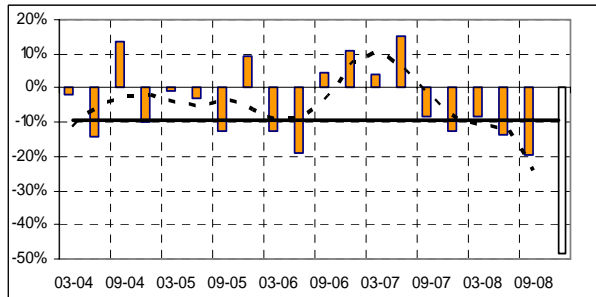
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 32 entreprises du secteur du commerce employant 5 882 salariés.
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)



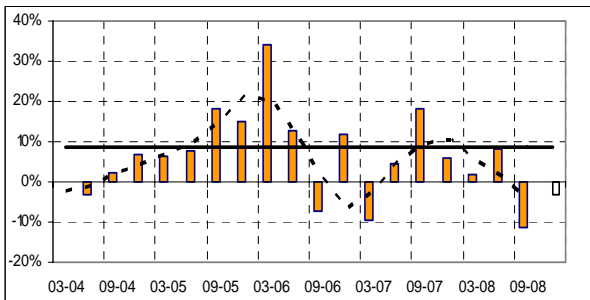
CHARGES



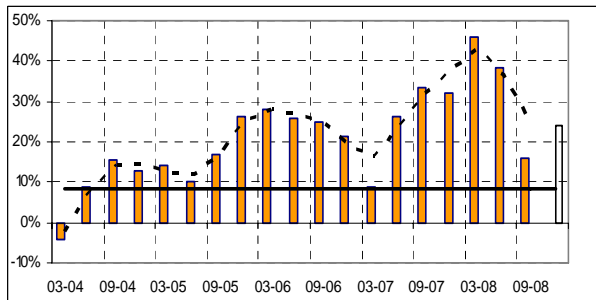
TRESORERIE



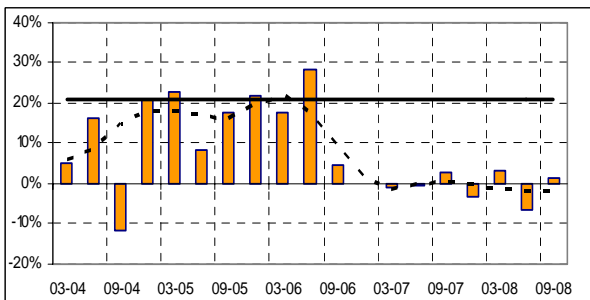
EFFECTIFS



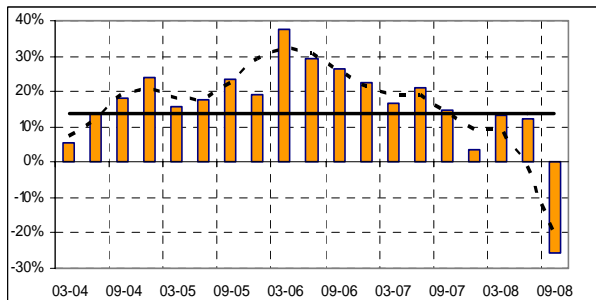
PRIX DE VENTE



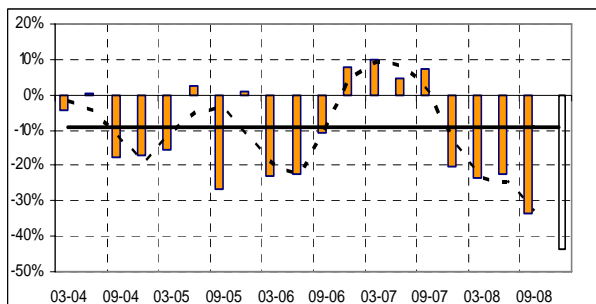
STOCKS PRODUITS FINIS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

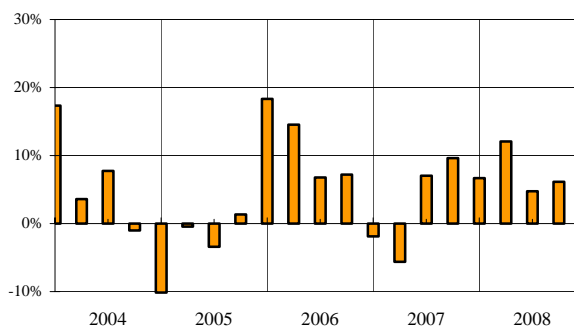
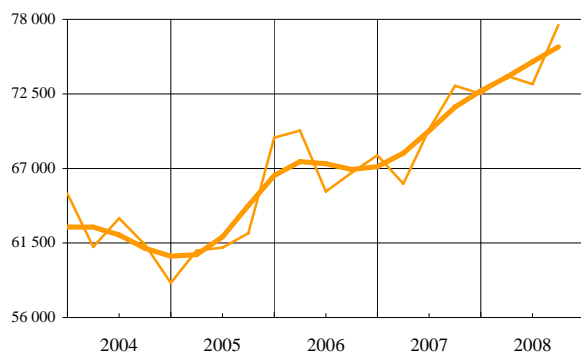


DELAIS DE PAIEMENT



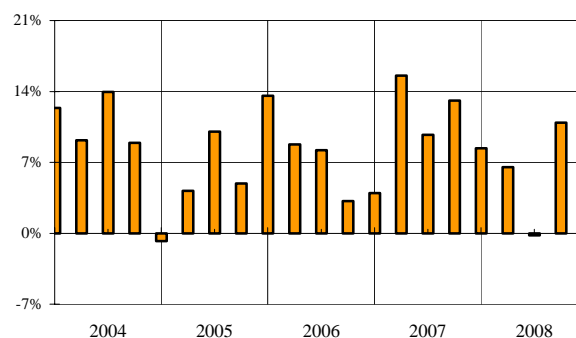
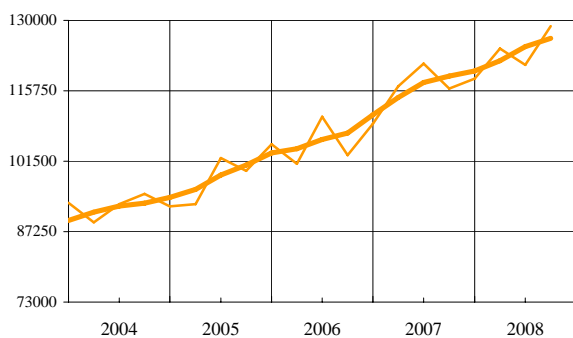
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - Tendence de l'indicateur
 — Moyenne longue période de l'indicateur

Recettes de l'octroi de mer
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

TVA collectée
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



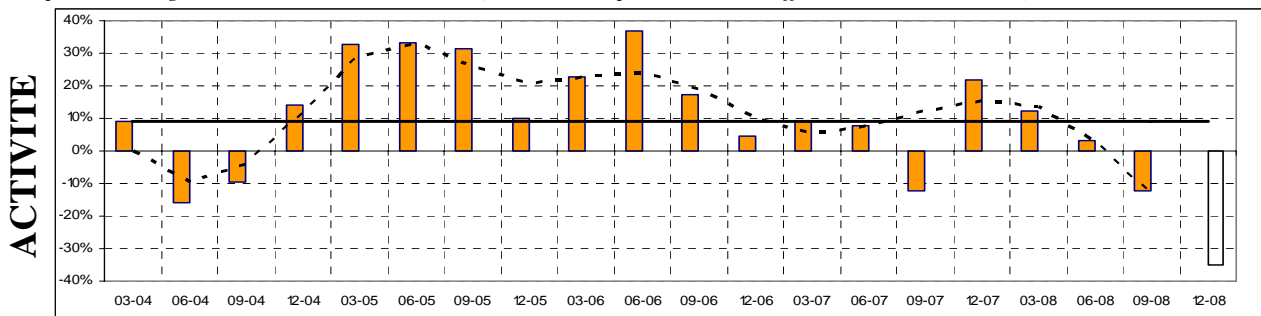
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

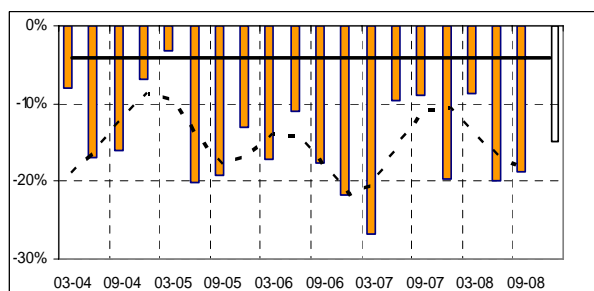
Source : Trésorerie Générale	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Taxe sur la Valeur Ajoutée (milliers d'€)	107 685	122 659	112 163	130 058	114 705	122 416	124 406	361 527	10,9%	5,6%
Octroi de mer (milliers d'euros)	59 966	69 325	70 454	82 236	67 204	72 616	74 774	214 594	6,1%	7,4%
Octroi de mer régional (milliers d'euros)	14 441	16 509	16 663	18 765	16 401	17 481	18 005	51 887	8,1%	9,0%

Services marchands

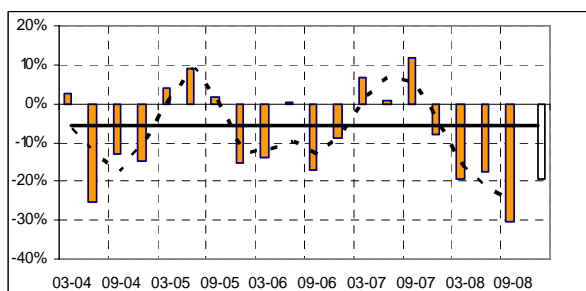
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 47 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 3 669 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



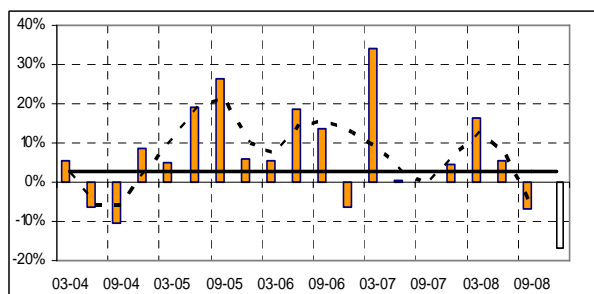
CHARGES



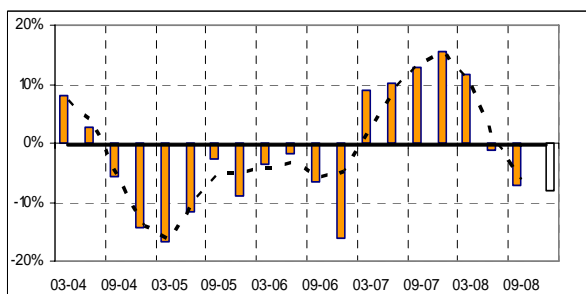
TRESORERIE



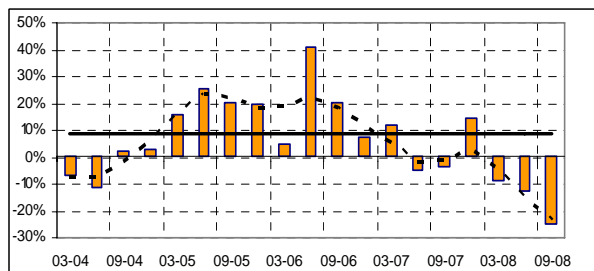
EFFECTIFS



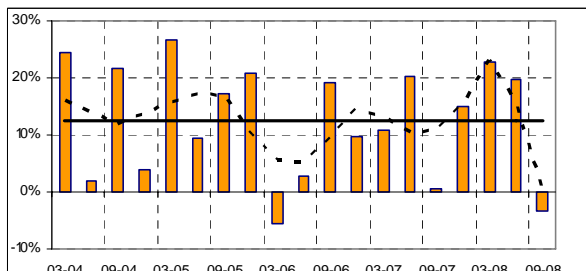
PRIX DE VENTE



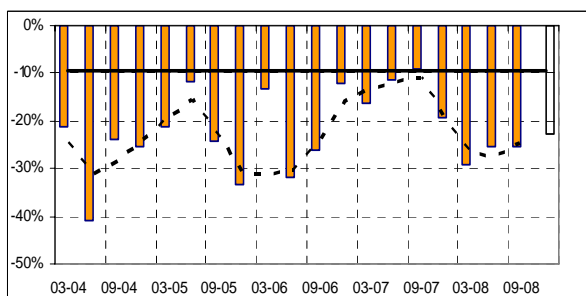
NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



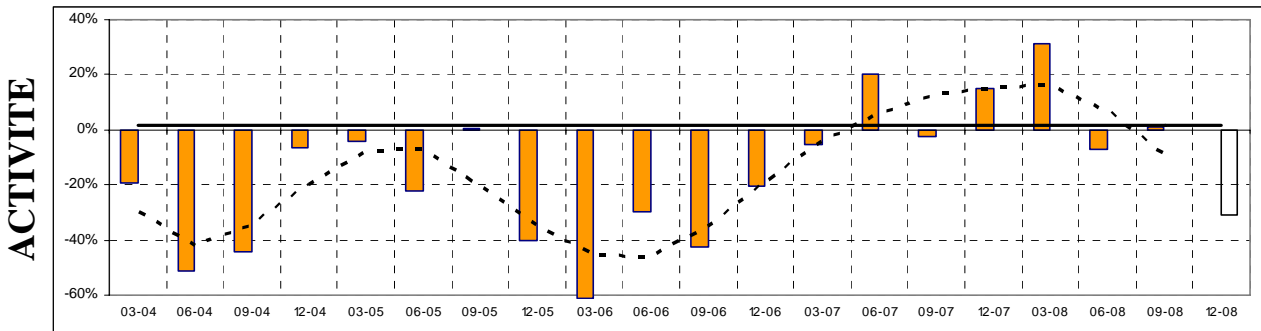
DELAIS DE PAIEMENT



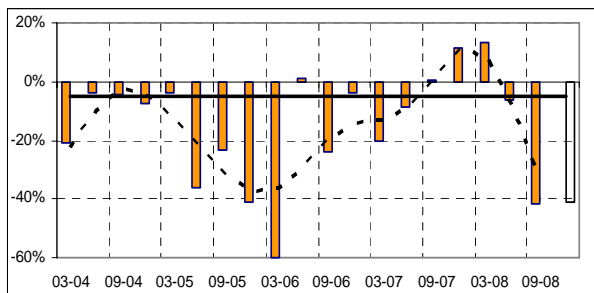
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - Tendence de l'indicateur
 — Moyenne longue période de l'indicateur

Hôtellerie - Tourisme

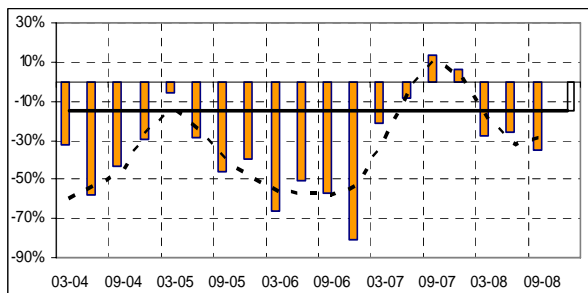
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 790 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



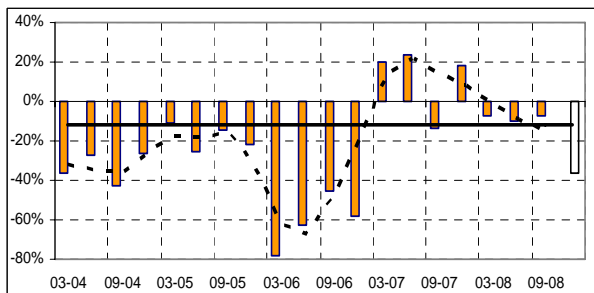
CHARGES



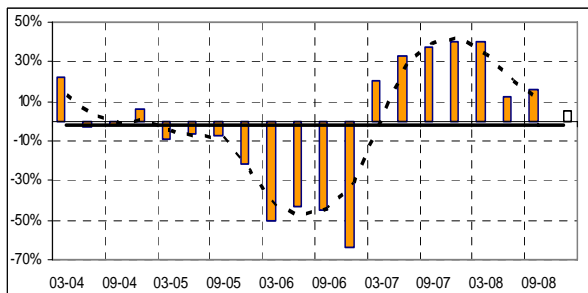
TRESORERIE



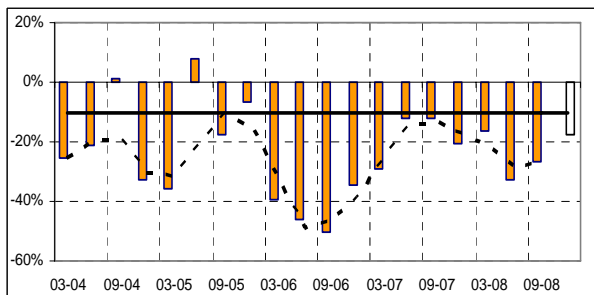
EFFECTIFS



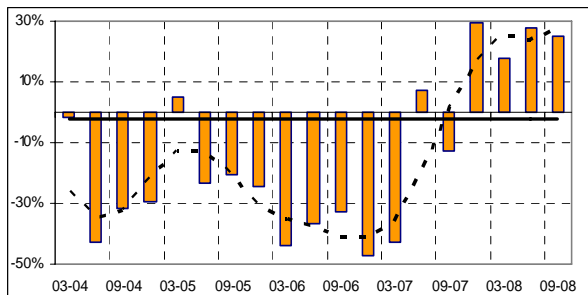
PRIX DE VENTE



DELAIS DE PAIEMENT

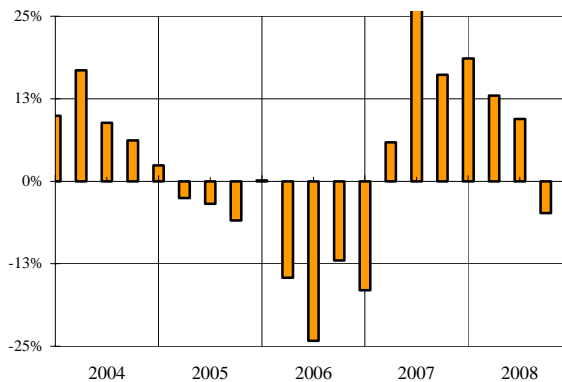
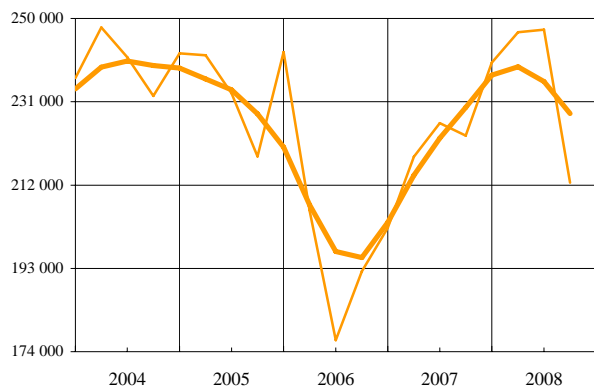


PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



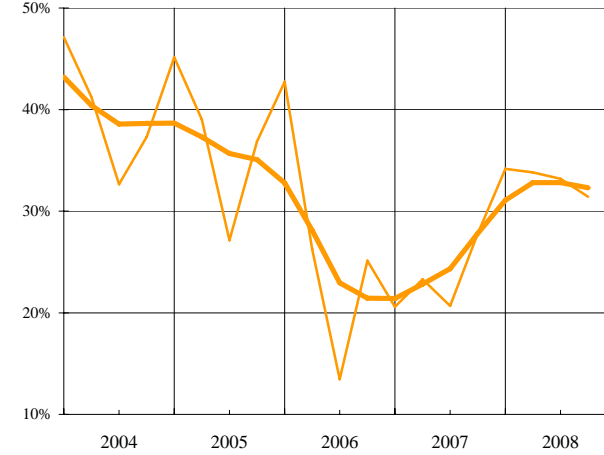
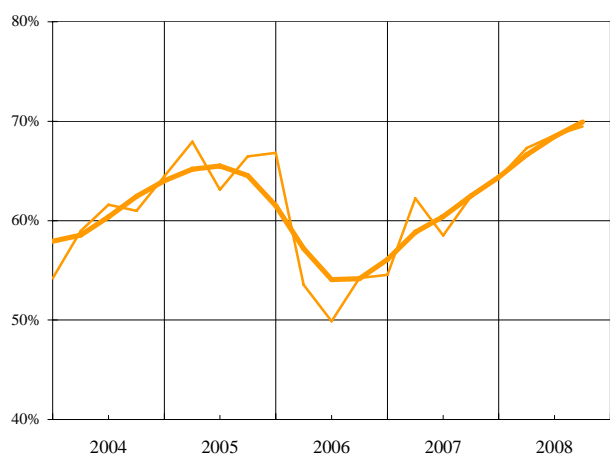
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - - - Tendence de l'indicateur
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur

Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l'axe métropole-Réunion
(trafic arrivées et départs) Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

Fréquentation hôtelière (taux d'occupation des établissements du Club de la Grande Hôtellerie en %) **Fréquentation des gîtes ruraux** (taux d'occupation en %)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

Source : Maison de la Montagne (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

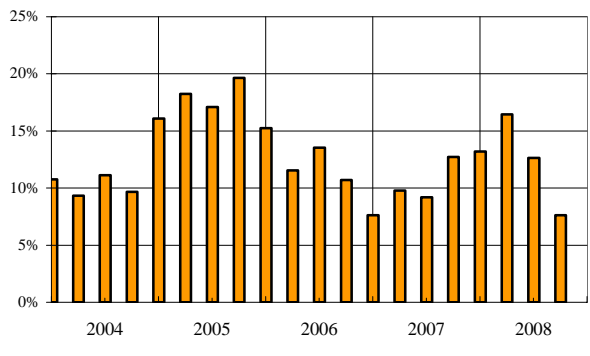
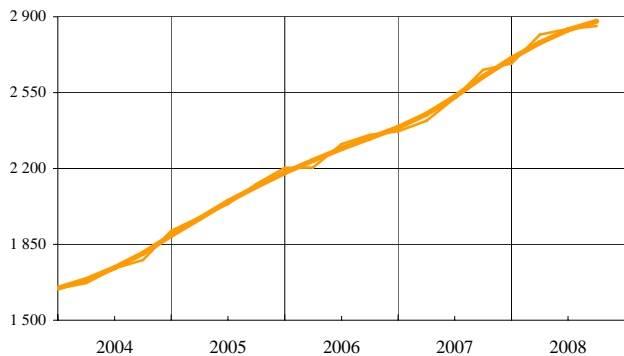
Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Nombre total de passagers	390 582	342 323	464 271	443 922	432 652	365 524	458 169	1 256 345	-1,3%	4,9%
Nombre de passagers sur l'axe métropole	198 907	199 845	261 660	248 042	224 752	218 670	249 081	692 503	-4,8%	4,9%
Mouvements de vols	3 488	2 961	3 576	3 480	3 590	3 079	3 814	10 483	6,7%	4,6%

à fin	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Taux d'occupation des chambres de la Grande Hôtellerie Source : UHR	61,9%	54,7%	56,8%	74,7%	66,9%	64,1%	63,1%	- 1 pt	+ 6,4 pts
Taux d'occupation des gîtes ruraux Source : Maison de la montagne	22,0%	13,9%	30,3%	44,0%	32,0%	22,3%	22,3%	+ 12 pts	+ 4 pts
Taux d'occupation des gîtes de montagne Source : Maison de la montagne	17,0%	28,3%	36,0%	44,7%	17,0%	30,0%	30,0%	+ 12 pts	+ 6 pts

*Les
entreprises*

L'investissement des entreprises

Encours bancaires des crédits d'équipement (en millions d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel (CVS)



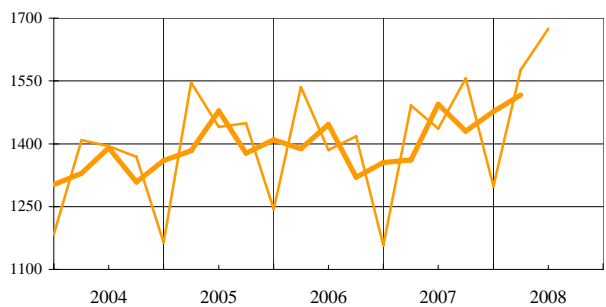
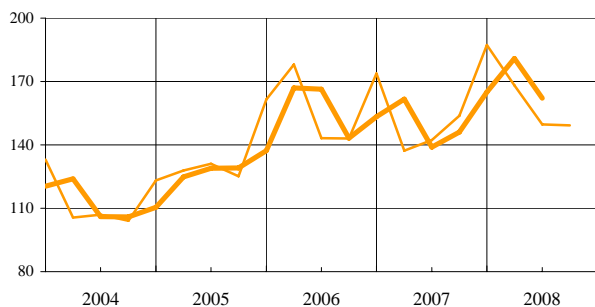
Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Les biens d'équipement professionnels

Les créations d'entreprises

Importations de biens d'équipement mécaniques, électriques et électroniques (en millions d'euros)

Créations d'entreprises hors secteur primaire

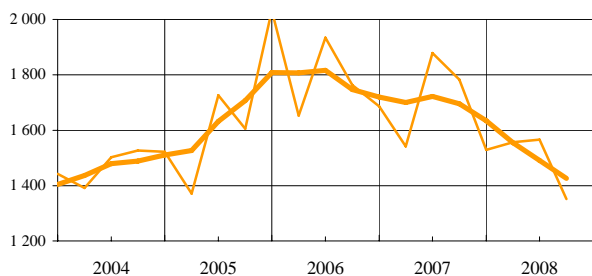


Source : Douanes (données trimestrielle)

Source : INSEE (données trimestrielles)

Les investissements spécifiques

Ventes de véhicules utilitaires et industriels



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Les entreprises

Dernières données chiffrées

	Cumul								3T08/3T07	Σ08/Σ07
	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	08		
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	137	142	154	187	168	150	149	467	-3,0%	7,8%
Ventes de véhicules utilitaires et industriels (Source : Sorefi-nombre)	1 605	1 798	1 738	1 570	1 621	1 499	1 317	4 437	-24,2%	-13,7%

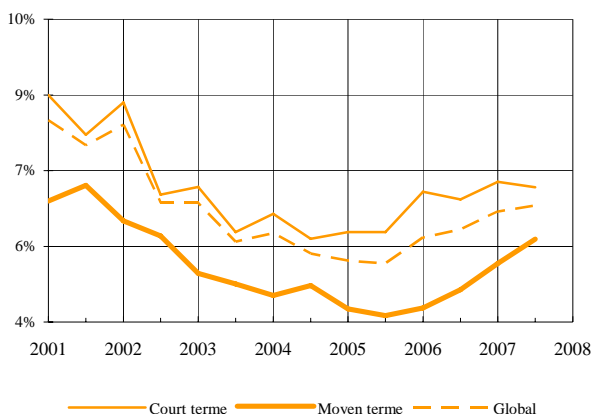
à fin	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Encours bancaires des crédits d'équipement (millions d'€) Iedom	2 497	2 636	2 739	2 812	2 812	2 836	0,9%	7,6%

La vulnérabilité des entreprises

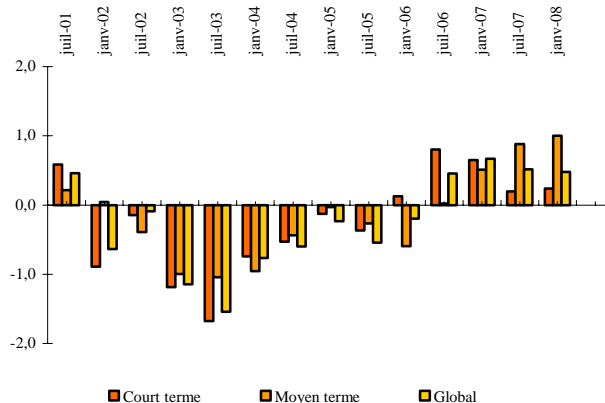
Les modalités de financement des entreprises

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



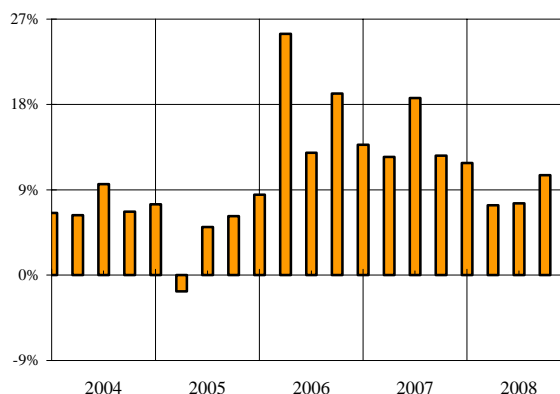
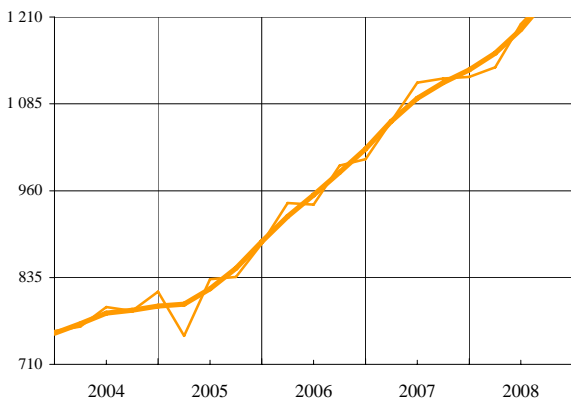
Source : IEDOM (enquête semestrielle)

Evolution des crédits de trésorerie

Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel

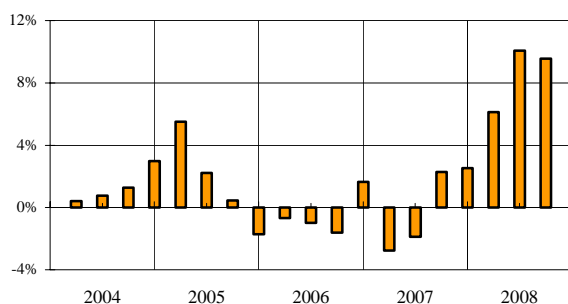


Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Les indicateurs de vulnérabilité

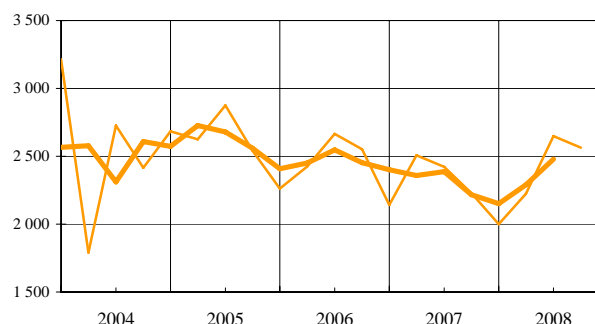
Personnes morales interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : ledom	à fin	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2229	2268	2320	2416	2442	1,1%	9,6%

Source : ledom	à fin	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	juin08/ mars08	juin08/ juin07
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		1095	1116	1162	1126	1180	4,8%	7,8%

	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Impayés sur effets en montant (Source : ledom-millions d'€)	13 420	12 002	13 041	11 210	12 053	15 750	17 475	45 277	34,0%	17,7%
Impayés sur effets en nombre (Source : Insee-nombre)	2 507	2 423	2 229	2 001	2 223	2 648	2 564	7 435	15,0%	3,9%

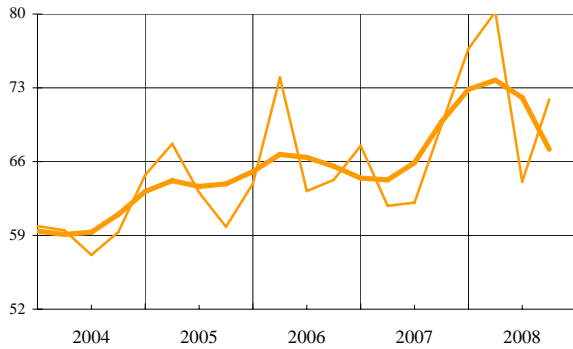
Source : ledom	à fin	juil-05	janv-06	juil-06	janv-07	juil-07	janv-08	janv08/ juil07
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises								
Taux moyen pondéré court terme		5,78%	5,78%	6,58%	6,43%	6,78%	6,67%	-0,11
Escompte		5,93%	5,56%	7,08%	5,69%	7,30%	6,58%	-0,72
Découvert		6,70%	6,06%	6,79%	7,67%	6,72%	6,96%	0,24
Autres CT		4,38%	5,64%	5,71%	5,35%	6,36%	6,33%	-0,03
Moyen et long terme		4,26%	4,13%	4,28%	4,64%	5,16%	5,64%	0,48
Taux moyen pondéré global		5,22%	5,16%	5,67%	5,83%	6,19%	6,31%	0,12

Les ménages

L'investissement des ménages

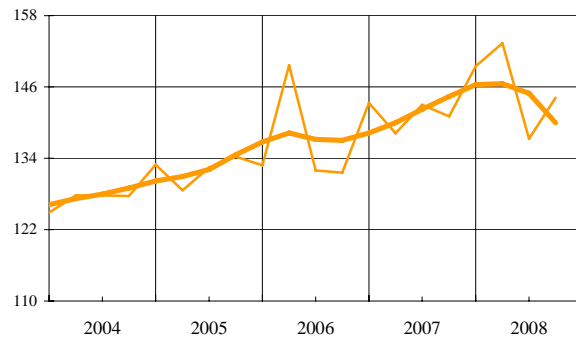
Les importations de biens destinés aux ménages

Importations de biens d'équipement du foyer
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène
(en millions d'euros)

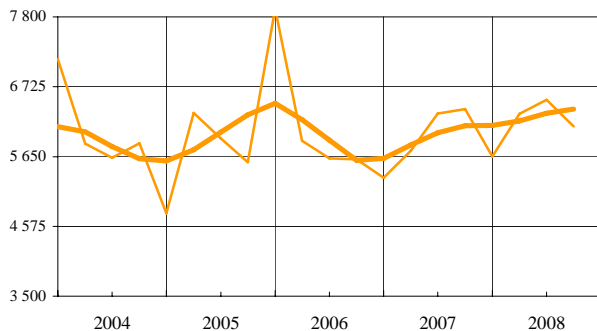


Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Les ventes de voitures

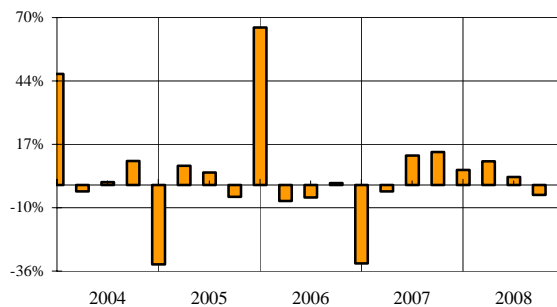
Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

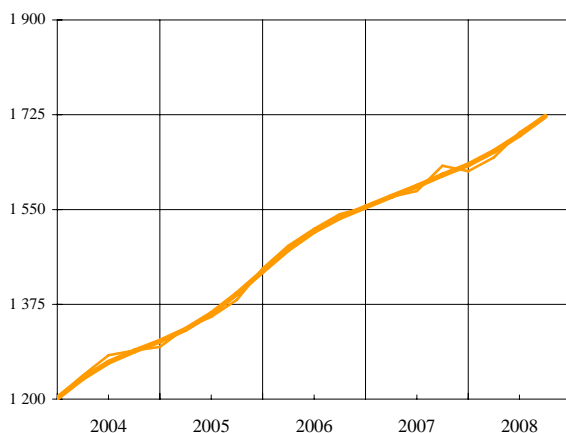
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Le financement des ménages

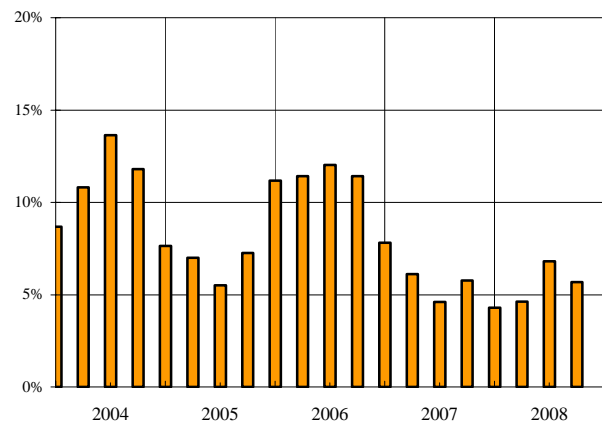
Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)



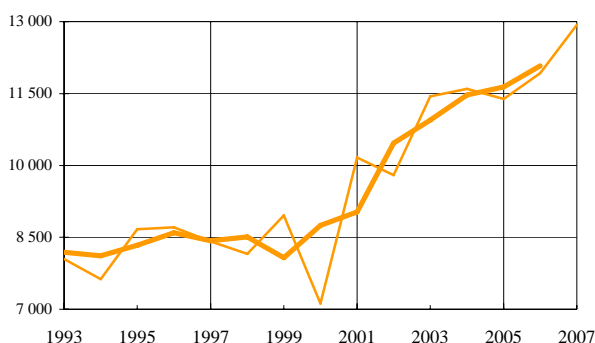
Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS

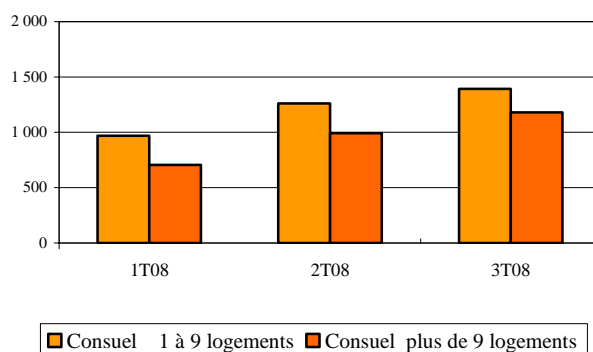


Les indicateurs de construction

Attestations de conformité
logements neufs



Attestations de conformité
(logements neufs)

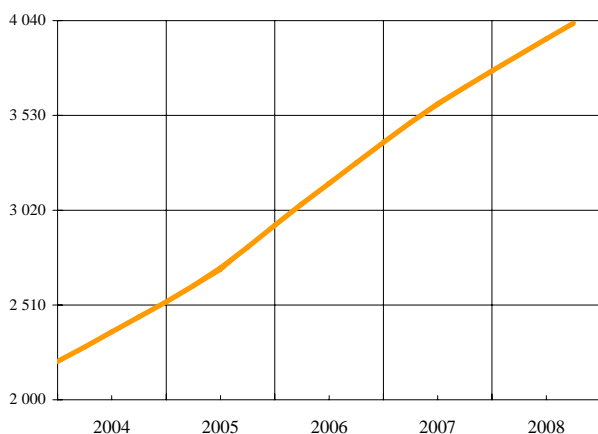


Source : Consuel (données trimestrielles - CVS)

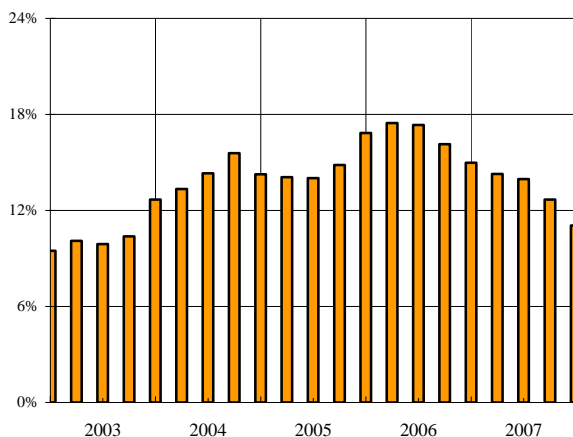
Le financement des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

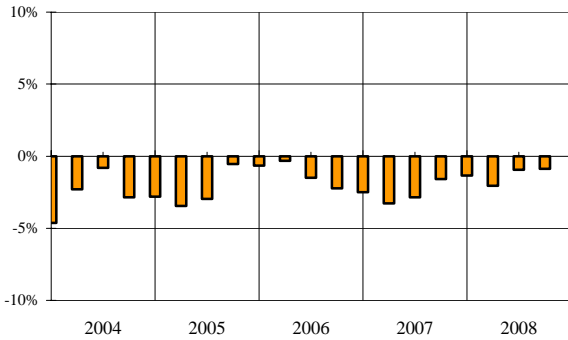
	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	48	64	67	94	63	66	69	198	3,5%	10,5%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	124	156	143	150	138	149	146	433	2,2%	2,5%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Sorefi-nombre)	5 399	6 079	6 311	6 263	5 934	6 281	6 050	18 265	-4,1%	2,7%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)										
1 à 9 logements	nd	nd	nd	nd	967	1260	1393	3 620	ns	ns
+ de 9 logements	nd	nd	nd	nd	705	990	1179	2 874	ns	ns

Source : Iedom	à juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)	1 581	1 623	1 642	1 636	1 688	1 715	1,6%	5,7%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)	3571	3665	3822	3853	3914	3995	2,1%	9,0%

La vulnérabilité des ménages

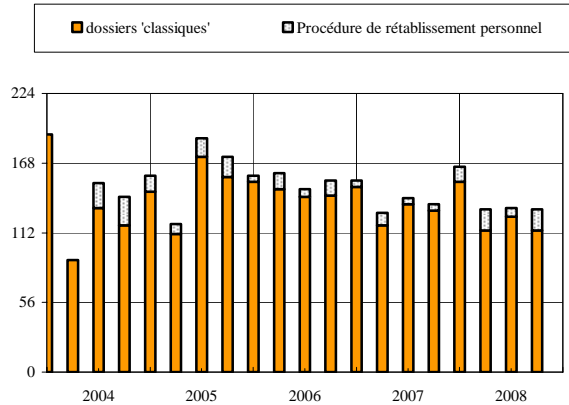
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

Personnes physiques interdites bancaires Variations trimestrielles en glissement annuel



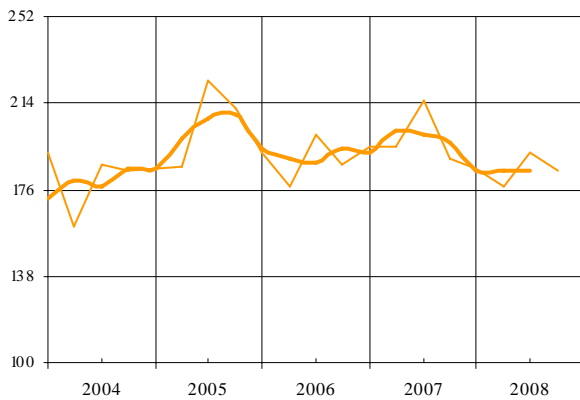
Source : IEDOM (données trimestrielles)

Dossiers de surendettement déclarés recevables



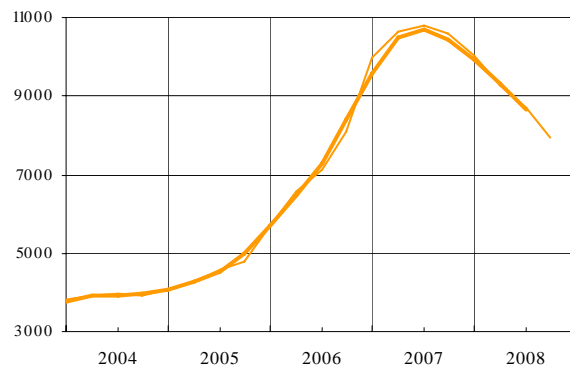
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

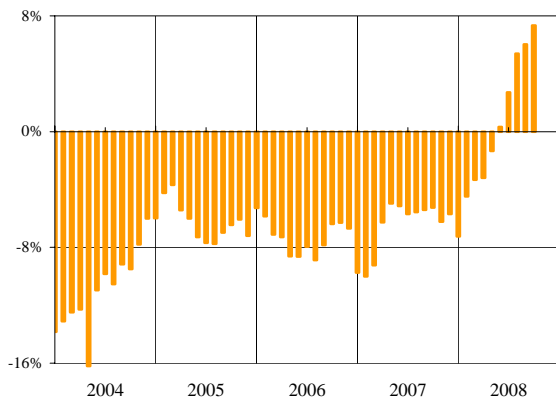
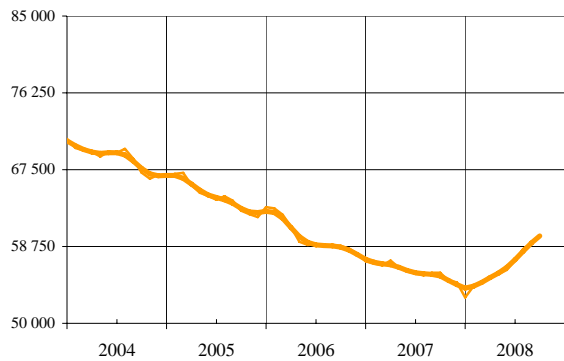
SURENDETTEMENT (Source : ledom-nombre)	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Dossiers déposés	195	215	190	185	177	192	184	553	-3,2%	-7,8%
Dossiers déclarés recevables	128	140	135	165	131	132	163	426	20,7%	5,7%
dont :										
Dossier recevables classiques	118	135	130	153	114	125	152	391	16,9%	2,1%
Dossier recevables en Procédure de Rétablissement Personnels (PRP)	10	5	5	12	17	7	11	35	120,0%	75,0%

Source : ledom	à fin	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Personnes physiques interdites bancaires		20 591	20 515	20 370	20 314	20 396	20 334	-0,3%	-0,9%
Stock Incidents paiement Chèques		174 013	174 360	175 513	175 958	177 062	177 799	0,4%	2,0%
Nombre de comptes		32 113	31 913	31 207	30 464	30 154	29 370	-2,6%	-8,0%
Retrait cartes bancaires		10 792	10 590	10 010	9 261	8 700	7 962	-8,5%	-24,8%

Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels

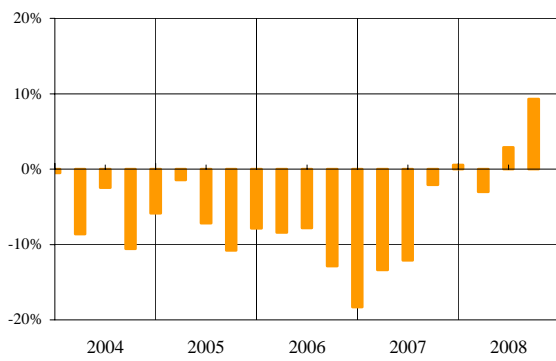
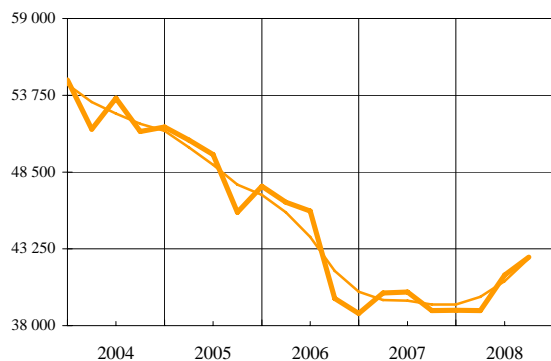
L'Emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégories 1) Variations mensuelles en glissement annuel



Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

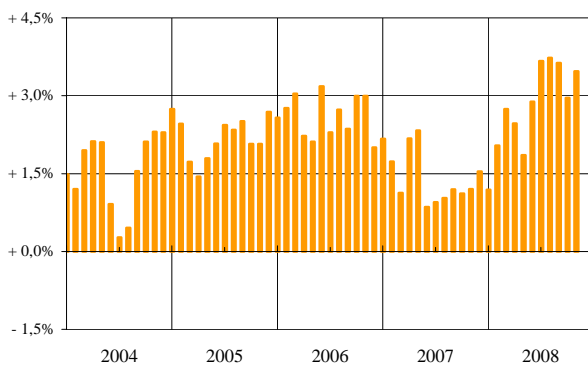
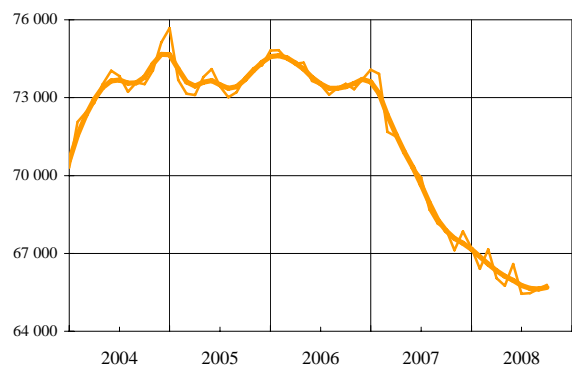
Nombre d'allocataires de l'Assedic Allocataires enregistrés en fin de mois Variations mensuelles en glissement annuel



Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

Le revenu minimum d'insertion Les prix

Nombre d'allocataires du RMI Données mensuelles Indice des prix à la consommation Variations mensuelles en glissement annuel

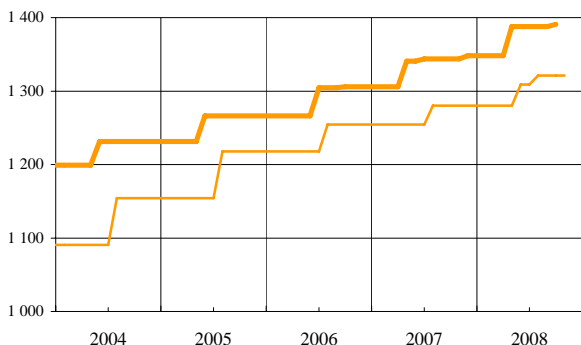


Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Source : INSEE (données mensuelles)

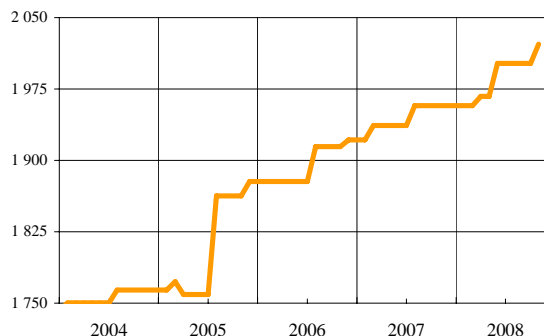
Les salaires

Smic et salaires du BTP⁶
(en euros)



Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

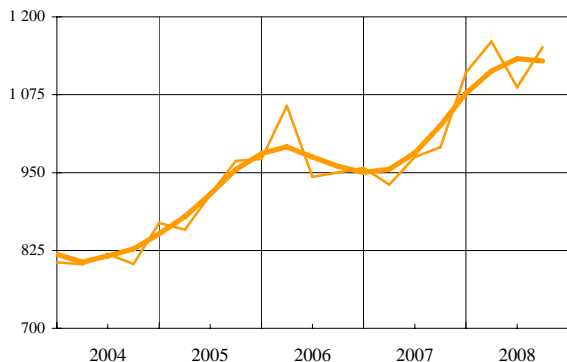
Traitements mensuels bruts du minimum de la fonction publique⁷ - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

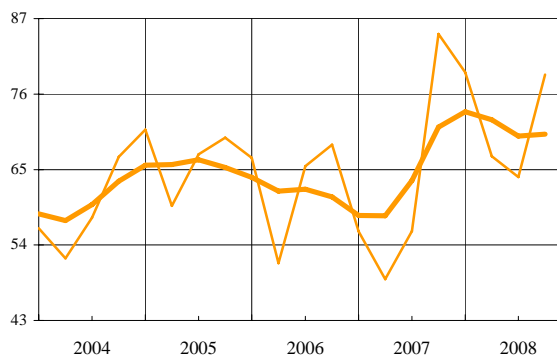
Le commerce extérieur

Importations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

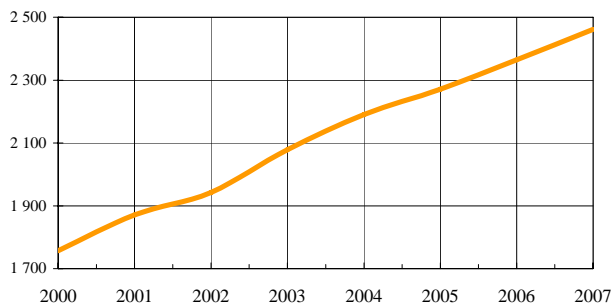
Exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

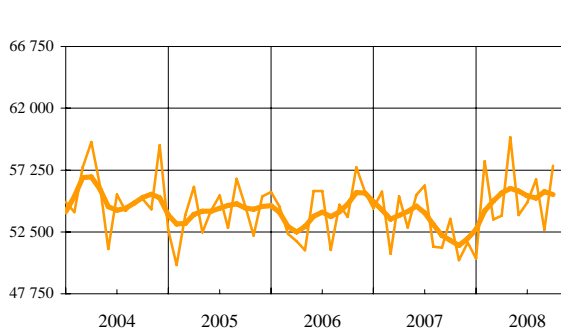
L'énergie

Production électrique
(en millions de kWh)



Source : EDF (données annuelles)

Produits pétroliers mis à la consommation
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

⁶ Base de 151,67heures travaillées par mois

⁷ Indice minimum au 1/07/07 = 288

Remarque préliminaire : la légende des tableaux se lit comme suit,

Sept08/sept07 représente la variation de l'indicateur entre le mois de septembre 2008 et le mois de septembre 2007.

3T08/3T07 représente la variation de l'indicateur du 3^{ème} trimestre 2008 par rapport au 3^{ème} trimestre 2007

Σ08/Σ07 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2008 par rapport à la période équivalente de l'année 2007.

Repères structurels

	Guade loupe	Guyane	Martinique	Réunion	Mayotte	Saint- Martin	Saint- Barthélemy	Saint- Pierre et Miquelon	Métropole
Population (en milliers) Source : INSEE Estimation 1er janvier 2007 et Recensement INSEE 2007	451	209	401	793	186	29 (1)	7 (1)	6	61 535
Proportion population – 20 ans : source Insee Estimation 01.01.2006 et recensement Insee 2006	31,6 %	45,2 %	29,3 %	35,4 %	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5 % (1)	25,0 %	25,1 %
Population active (en milliers) Source : enquête emploi INSEE 2007	167	62	163	313	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
Taux de chômage Source : INSEE enquête emploi 2007	22,7 %	20,6 %	21,2 %	24,2 %	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3 % (1)	10 % (4)	8,1 %
Superficie (en km²) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
PIB régional par habitant Source : INSEE 2006	16 485	13 800	19 050	16 224	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1^{er} janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

Indicateurs d'emploi et de revenus

CHOMAGE									
Source : DTEFP	à fin	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés (DEFM) en catégorie 1		54 760	56 144	52 602	55 590	56 244	60 269	7,2%	7,3%

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI										
(Source : DTEFP)	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/ 3T07	Σ08/Σ07
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	11 851	10 863	12 216	11 425	10 010	10 707	11 299	32 016	-7,5%	-8,3%

TRANSFERTS SOCIAUX									
	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07	
Nombre total d'allocataires du RMI en fin de mois (Source:CAF)	70 537	68 577	66 504	66 153	66 017	66 423	0,6%	-3,1%	
Nombre de chômeurs indemnisés	39 554	38 879	38 774	40 170	40 698	42 499	4,4%	9,3%	

SALAIRES									
	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07	
Montant brut horaire du SMIC (Source:JORF)	8,27	8,44	8,44	8,44	8,63	8,71	0,9%	3,2%	
Minimum mensuel net garanti dans la fonction publique (indice majoré 280) Source : Trésorerie Générale	1 668,4	1 686,3	1 686,3	1 694,7	1 724,7	1 724,7	0,0%	2,3%	

PRIX	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept08/ juin08	sept08/ sept07
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998 (Source : Insee)	118,2	119,3	120,4	121,5	121,7	0,2%	3,0%

ECHANGES									3T08/ 3T07	Σ08/Σ07
Source : Douanes (millions d'€)	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/ 3T07	Σ08/Σ07
Importations	873	977	981	1 188	1 089	1 090	1 140	3 318	16,2%	17,2%
Exportations	50	47	75	98	69	54	70	193	-7,0%	11,4%
Taux de couverture	5,8%	4,8%	7,7%	8,3%	6,3%	4,9%	6,1%	5,8%	-1,6 pt	-0,27 pt

CONSOMMATION ENERGETIQUE									3T08/ 3T07	Σ08/Σ07
Source : EDF en millions KWH	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 08	3T08/ 3T07	Σ08/Σ07
Energie livrée au réseau	629 702	597 589	596 625	636 872	644 246	611 532	623 239	1 879 017	4,5%	3,0%
Consommation d'énergie en basse tension	365 158	353 574	339 849	354 741	379 656	360 369	355 974	1 095 999	4,7%	3,5%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	207 134	190 161	205 411	223 563	205 824	191 505	214 882	612 211	4,6%	1,6%

HYDROCARBURES								Cumul 3T08/ 08 3T07	Σ08/Σ07	
(en tonnes métriques)	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	08 3T07	Σ08/Σ07	
Consommation (Source : SRPP)	155 161	158 806	159 921	159 966	158 309	162 884	170 780	491 973	6,8%	3,8%

Liste des publications

A. Publications périodiques

Prix €

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les études sectorielles

Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 (Industrie – BTP – Commerce)	8,00
--	------

C. Les notes express

N° 52 – La gestion des déchets à Mayotte 10/2008	Gratuit
N° 51 – Financement bancaire des entreprises en Guyane 07/2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane 07/2008	
N° 49 – Le tourisme à la Réunion 01/2008	
N° 48 – Le développement urbain et interurbain en Martinique 12/2007	
N° 47 – Les coopératives agricoles de Guyane 11/2007	
N° 46 – Déan à la Martinique : impact sur le tissu économique 11/2007	
N° 45 – Le transport de marchandises en Guyane 10/2007	
N° 44 – Les transports à Mayotte 10/2007	
N° 43 – Le commerce extérieur à Mayotte de 2002 à 2006 09/2007	
N° 42 – La filière rizicole en Guyane 09/2007	
N° 41 – la filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives 07/2007	
N° 40 – les défaillances d'entreprises à la Martinique entre 2004 et 2006 07/2007	
N° 39 – le financement bancaire du commerce à la Guadeloupe – 12/2006	
N° 38 – le secteur aurifère en Guyane – 12/2006	
N° 37 – l'énergie électrique à la Guadeloupe – 09/2006	
N° 36 - les valeurs mobilières détenues à la Réunion – 08/2006	

D. Les Notes de l'Institut d'émission

Parution	Intitulé	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	8,00
12/2007	Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ?	
12/2007	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006	
12/2007	Le secteur des transports dans les DCOM	
12/2007	Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional	
10/2007	La formation du produit net bancaire dans les DOM	
07/2007	Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM	
01/2007	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM	
12/2006	L'énergie électrique dans les DCOM	
11/2006	L'énergie en Guyane	
07/2006	La grande distribution en Martinique	
05/2006	Les relations entre la Guyane et ses pays frontaliers	
12/2005	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004	
12/2005	La filière banane à la Martinique	

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique

- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

4, RUE DE LA COMPAGNIE

- 97400 SAINT-DENIS

REUNION

agence@iedom-reunion.fr

- Dépôt légal : n° 136 – 3^{ème} trimestre 2008 -

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**

Responsable de la rédaction : **F. DALLIER**

Editeur et imprimeur : **IEDOM**

Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 28 novembre 2008